

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/015

Tourisme / Aide à l'immobilier d'entreprise spécifique au projet d'hébergements touristiques privés qualifiés « meublés de tourisme » - Madame Bertino à Montégut-Plantaurel

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 02 « Soutenir l'investissement des entreprises et agir pour l'emploi » - action 07 « Aides à l'immobilier d'entreprise » ;

Vu la délibération n° 2021/155 du 1^{er} décembre 2021 du conseil communautaire relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération n° 101 du 24 juin 2019 du Conseil départemental de l'Ariège, définissant les modalités de la délégation d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019/098 du 25 septembre 2019 relative à la délégation de compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise spécifique aux hébergements touristiques privés qualifiés de « meublés de tourisme » au Département de l'Ariège et aux plus-produits ;

Considérant le dossier de demande concernant le projet immobilier de création de meublés de tourisme à Montégut-Plantaurel porté par Madame Bertino ;

Considérant que dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises, l'assiette éligible du projet est estimée à 137 228 € ;

Considérant qu'un taux d'aide de 20 % peut être appliqué sur l'assiette éligible ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans le champ des projets pour lesquels le Département de l'Ariège peut verser la totalité des aides sollicitées dans le cadre de la délégation d'octroi de l'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises à hauteur maximum de 27 445 € ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DÉCIDE** de participer au plan de financement de l'opération précitée portée par Madame Bertino à hauteur de 27 445 € maximum.

Article 2 : **DÉCIDE** de déléguer au Département de l'Ariège la totalité de cette aide en matière d'investissement immobilier des entreprises spécifique aux hébergements touristiques privés qualifiés « meublés de tourisme » et aux plus-produits à hauteur de 27 445 € maximum.

Article 3 : **PRÉCISE** que dans le cas où le Département de l'Ariège n'accepterait pas cette délégation d'octroi, L'agglo Foix-Varilhes ne participera pas au financement du projet.

Article 4 : **AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 16 février 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/016

Service de sécurité incendie / Contrat pour mission responsable unique sécurité

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2022/140 du 16 novembre 2022, modifiant l'intérêt communautaire actant le transfert du centre culturel Olivier Carol, établissement recevant du public (ERP) de 1^{ère} catégorie ;

Vu l'article R.143-21 du code de la construction et de l'habitation qui dit que l'ERP doit être placé sous la direction d'un responsable unique sécurité (Rus), responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité pour l'ensemble de l'ERP et pour chacune des exploitations ;

Considérant l'obligation de se mettre en conformité avec le code suscité dans l'objectif d'organiser la sécurité des personnes et des biens pendant les heures d'ouvertures au public dans le respect du cadre général de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, une prestation de service pour l'exécution de la mission de Rus doit être mise en place ;

Considérant que le résultat de la consultation effectuée auprès de trois entreprises spécialisées fait apparaître la société Préventis comme la mieux disante avec une proposition à 37 584 € TTC pour trois années de prestation ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** la proposition technique et financière de la Société Préventis pour accomplir la mission de responsable unique sécurité (RUS).

Article 2 : **DÉCIDE** de signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : **DÉCIDE** de signer tout avenant à la présente proposition technique et financière dont le montant n'excéderait pas 40 000 € HT.

Article 4 : **PRÉCISE** que la mission se déroulera sur trois années pour un montant total de 31 320 € HT, soit 37 584 € TTC répartis comme suit :

- année 1 : rédaction du schéma directeur de sécurité et présentation à la commission
- année 2 : visites mensuelles
- année 3 : visites mensuelles et préparation de la commission périodique de sécurité

Article 5 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 611 du budget principal de 2023.

Article 6 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Envoyé en préfecture le 23/02/2023

Reçu en préfecture le 23/02/2023

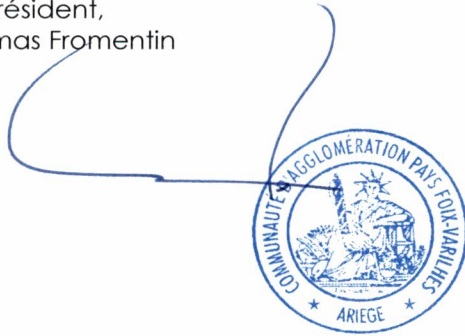
Publié le



ID : 009-200067791-20230221-2023_DP_016-DE

Fait à Foix le 21 février 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.



Envoyé en préfecture le 23/02/2023

Reçu en préfecture le 23/02/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 009-200067791-20230221-2023_DP_016-DE

Assistance Exploitant

Responsable unique de sécurité

Blagnac le 06/02/2023

Bâtiment concerné: Centre Culturel l'ESTIVE		
Adresse:	18 avenue Charles de Gaulle,	
Code postal:	09000 Foix	
Maitre d'ouvrage:	Agglo pays FOIX/ VARILHES	1A Av. du Général de Gaulle, 09000 Foix
1° - RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE Code de la construction et de l'habitation Article R-123-21		
Missions du responsable unique de sécurité:		
Les missions du Responsable Unique de Sécurité se divisent en plusieurs catégories:		
Les responsabilités administratives:		
<ul style="list-style-type: none"> ✓ accueillir la commission de sécurité ERP lors des visites et rendre compte des dispositions prises en matière de sécurité incendie; ✓ réceptionner les requêtes de l'administration du groupe d'établissements et lui rendre compte de ces mêmes dispositions; ✓ veiller à la bonne tenue et à l'actualisation du registre de sécurité incendie; ✓ centralise l'information liée à la sécurité au sein du registre de sécurité (PV, plans, rapports, compte rendus d'interventions ..). 		
Les responsabilités de communication:		
<ul style="list-style-type: none"> ✓ informer les exploitants sur les conditions spécifiques d'utilisation de leurs établissements (conditions liées à la sécurité) ✓ organise des exercices d'évacuation et d'instruction des personnels (via l'organisme de formation, agréé manipulation extincteur, RIA, moyens de secours en général, rappel recyclage formation des agents SSIAP, équipiers de première intervention ect...) ✓ assure la transmission des informations entre les intervenants extérieurs et le personnel (notamment pour les réparations et interventions de contrôle des équipements) 		
Les responsabilités de contrôle des équipements:		
<ul style="list-style-type: none"> ✓ coordonne les interventions extérieures pour les contrôles périodiques réglementaires des équipements ✓ coordonne les réparations, vérifications et remplacements nécessaires suite aux visites des intervenants extérieurs ✓ s'assure de la fonctionnalité et de l'utilisabilité des équipements présents au sein des établissements 		

Limites de prestations

La mission ne porte pas sur les rapports complémentaires qui peuvent être demandés par la commission de sécurité (notice de sécurité, Gn6, Gn8, Gn13 par exemple)
Les observations émises dans les rapports périodiques du bureau de contrôle doivent être levées par l'exploitant, hors mission (Gestion par l'établissement)
Certains travaux pourront nécessiter l'appel à une maîtrise d'œuvre et à un bureau de contrôle le prix de leur prestation n'est pas intégré à cette offre. SAS Preventist ne pourra faire de maîtrise d'œuvre.
Cette offre de service ne comporte pas la mission de coordinations SSI définies dans la NFS 61 931

Le maître d'ouvrage s'engage à fournir tous documents nécessaires dont il a la propriété ou la disposition, ainsi que tous renseignements utiles dont il pourrait avoir connaissance et d'une façon générale tous documents de nature à faciliter la tâche du titulaire.

Réalisation Projet	Quantité	Montant HT
1er année: rédaction schéma directeur et présentation à la commission de sécurité (1 visite par mois)	880ht/mois	10560,00
2em année: 1 visite par mois	850ht/mois	10200,00
3eme année: 1 visite par mois , préparation commission périodique de sécurité	880ht/mois	10560,00
Total H.T (honoraires Preventist)	/	31320,00
TVA 20%	/	6 264,00
Total TTC	1	37 584,00

Bon pour accord client
(Nom, signature et tampon de la société)

Début du contrat: à la réception du devis signé.

Mode de paiement: - Par abonnement payable 1er juin de chaque année
- 30 jours à la réception de la facture



Tél : 05 61 30 50 00 / Fax : 05 61 30 50 00 - Port : 06 45 57 25 03

Mail : info@preventist.fr - Web : http://www.preventist.fr

Siège : 230 rue de L'Oratoire - 31810 Vernet

Agence : 14 rue des Briquetiers 31700 Blagnac

SAS PREVENTIST CAPITAL 5000€- SIRET 8420675500016 N° SIREN 842067555.



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/017

Systèmes d'information / Accompagnement à la mise en œuvre d'actions de gouvernance et de résilience du plan de sécurisation informatique défini lors du pack initial du parcours de cybersécurité.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant l'engagement de L'agglo Foix-Varilhes à réaliser les mesures de sécurisation du SI définies dans le cadre du parcours de cybersécurité co-financé par l'Anssi ;

Considérant la consultation lancée par mail le 6 janvier 2023 aux entreprises suivantes : Astar, Ornisec, Inéonet et Equadex ;

Considérant les propositions remises par les sociétés Astar et Ornisec ;

Considérant que l'offre proposée par l'entreprise Astar – 38 boulevard de la gare, 31500 Toulouse, est conforme aux attentes de L'agglo Foix-Varilhes ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** la proposition la mieux disante au vu des critères prédéterminés, à savoir celle de la société Astar, la prestation s'élevant à 10 400 € HT, soit 12 480 € TTC.

Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits seront prévus à l'article 2031 du budget principal 2023.

Article 3 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

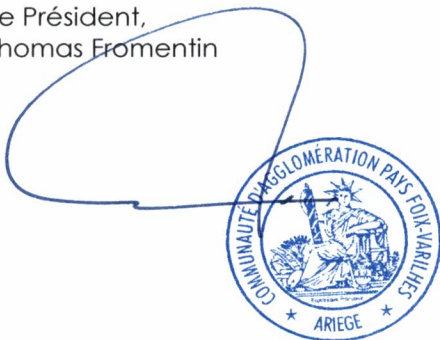
Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 21 février 2023

Pour extrait conforme

Le Président,

Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

ASTAR

Réponse à lettre de consultation

Marché inférieur à 40.000 € HT passé selon une consultation simple

1. Organisme

Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (CAPFV)

1A Avenue du Général de Gaulle

09000 Foix

Tél : 05 34 09 09 30

Personne Responsable des Marchés : Thomas FROMENTIN, Président de la communauté d'agglomération pays Foix-Varilhes

Nomenclature CPV :

72246000-01 Prestations

2. Objet de la consultation :

Accompagnement à la mise en œuvre d'actions de gouvernance et de résilience du plan de sécurisation informatique défini lors du pack initial du parcours de cybersécurité.

3. Procédure de consultation

Etude du besoin

Les candidats prennent connaissance des caractéristiques du besoin faisant l'objet de la présente consultation.

Les demandes de précisions sont à faire par courriel à l'adresse suivante :

informatique@agglo.pfv.fr

Transmission des offres

Les candidats transmettent leur offre par voie électronique aux coordonnées suivantes :

Communauté d'Agglomération Pays Foix Varilhes

Service de la commande publique

1A Avenue du Général de Gaulle

09000 Foix

Mail : informatique@agglo-pfv.fr

Tel : 05.34.09.09.32

Les offres doivent être transmises avant le : 31/01/2023 à 12h.

Les offres mentionnent l'objet de la consultation et sont rédigées en langue française. La durée de validité des offres est de 6 mois, à compter de la date limite de réception des offres.

Examen des candidatures

La personne responsable des marchés prendra en compte les garanties et capacités techniques et financières et les références. Voir modèle de présentation de candidature ci joint en Annexe 2.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Garanties et capacités techniques et financières

- Capacités professionnelles.

Examen des offres

L'acheteur examine les offres des candidats au vu des critères de choix suivants :

- Prix 50%
- Valeur technique 50% :
 - o Dossier technique présentant à minima : les moyens humains et présentation de l'équipe pluridisciplinaire, l'explication de l'approche et de la méthodologie utilisée : 25% ;
 - o Qualifications professionnelles en cybersécurité (certifications, agréments, accréditations...) : 25% ;

Négociation

L'acheteur peut négocier avec **trois candidats maximum** dont l'offre lui a paru intéressante. Les aménagements apportés aux offres à l'occasion de la négociation sont consignés par écrit par les candidats puis transmis à l'acheteur.

La négociation est menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. A cet effet, les aménagements apportés en cours de négociation au besoin initialement identifié sont communiqués à tous les candidats retenus pour négocier.

Sélection de l'offre

Après analyse des offres définitives, l'acheteur sélectionne l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères énoncés précédemment et en tenant compte de leur ordre d'importance.

A l'issue de la consultation, les candidats non retenus seront informés par simple courrier ou par mail.

L'acheteur effectue ensuite une commande sur la base du devis, de l'offre ou de la proposition de prix sur lequel les parties se sont mises d'accord après éventuelle négociation.

Date prévisionnelle de démarrage des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01 mars 2023.

Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an.

Contenu du prix

Les prestations seront rémunérées par application de prix forfaitaires.

Les prestations de service seront rémunérées par application du prix global et forfaitaire suivant :

Montant HT : 10 400 Euros

TVA (taux de 20%) : 2080 Euros

Montant TTC : 12 480 Euros

Soit en toutes lettres : Douze mille quatre cent quatre-vingts euros

Modalités de variation du prix

Le « mois zéro » (mo) d'établissement des prix est réputé être le mois précédent le début du marché (février 2023).

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

Nouveau prix = précédent prix x (I_n / I₀)

Selon les dispositions suivantes :

- lo : valeur de l'index de référence au mois zéro, ci-dessus indiqué
- ln : valeur de l'index de référence au mois « n ».

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui du mois précédent le début du nouveau semestre (exemple : juillet 2023 pour la 1^{ère} révision). Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Il est précisé que la révision du prix ne s'effectuera qu'à compter du second semestre. Les prix pour le premier semestre sont réputés fixes conformément au montant indiqué dans l'article précédent « Contenu du prix ».

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) ».

Modalités de paiement

Les paiements seront effectués après réception de facture émise par l'attributaire suite à la réalisation des prestations.

Les paiements pour la réalisation des prestations seront effectués après production satisfaisante des livrables.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers, - Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ; le numéro ou compte bancaire ou postal,
- L'objet du marché : « Fourniture, déploiement et maintenance d'un dispositif de télétransmission des actes au contrôle de légalité »
- Le numéro du bon de commande,
- La nature des prestations réalisées,
- La désignation de l'organisme débiteur,
- Le détail des prix unitaires,
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux dispositions du marché HT,
- Rabais, remises, ristournes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- Le montant total TTC des prestations livrées et exécutées,
- La date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir sur la plateforme Chorus Pro.

Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours, à la réception de la facture.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI le titulaire subit, par jour de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité de 70 euros.

Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé dans la présente lettre de consultation.

Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération et sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.



Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Résiliation

Les dispositions des articles 36 et suivants du CCAG-PI s'appliquent en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

Dérogations

L'article « Pénalités » - Pénalités de retard déroge à l'article 14 du CCAG-PI

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

Lu et approuvé

ASTAR S.A.S.U
38 boulevard de la Gare
31500 TOULOUSE
contact@astar.services
SIRET : 843 134 842 00015

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Président de la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes dispose de la délégation du Conseil Communautaire pour conclure ce marché par délibération du 15 décembre 2021, vu les montants et les seuils en vigueur au jour de sa conclusion.

Est acceptée la présente offre pour valoir marché.

Signature du représentant du pouvoir

A *Foix*
Le *22.02.2023*



NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE (Date d'effet du marché)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A le

Signature

Annexe 1 – Cahier des charges

I. Généralités

Article I Contexte

L'agglo Foix-Varilhes, créée en 2017 par la fusion de deux communautés de communes, est située en Ariège, en Occitanie. Elle compte 42 communes membres, dont Foix, ville-centre et préfecture du département, et près de 33.000 habitants.

Cet établissement public de coopération intercommunale permet de poursuivre et renforcer les politiques d'aménagement, de développement et de solidarité au service des quelques 33.000 habitants qui font la richesse de ce territoire.

Le projet de territoire adopté s'articule autour des axes majeurs suivants :

- Attractivité et développement économique ;
- Solidarités humaines, au travers notamment du renforcement de nos actions pour le maintien de l'autonomie des personnes âgées ;
- Transitions énergétique et environnementale avec l'enjeu d'améliorer significativement les mobilités du quotidien pour les salariés et plus largement encore tous les habitants ;
- Solidarités territoriales avec la sanctuarisation des fonds de concours voirie et la création d'un service de soutien aux communes.

L'EPCI est organisé en différents pôles opérationnels, chargés de mettre en œuvre les objectifs fixés par le projet de territoire :

- Pôle Développement & cohésion territoriale ;
- Pôle culture, sport et solidarités ;
- Pôle petite enfance, enfance et jeunesse ;
- Pôle habitat ;
- Pôle économie.

À ceux-ci s'ajoutent les fonctions supports :

- Pôle finances, achats et commande publique ;
- Pôle ressources humaines, administration générale & systèmes d'information ;
- Pôle technique.

Le service systèmes d'information, composé de 2 agents, est chargé de mettre en œuvre la politique du système d'information de la communauté d'agglomération.

La présente consultation a pour objet la production de prestations d'accompagnement à la mise en œuvre d'actions de gouvernance et de résilience définies au niveau du plan de sécurisation informatique validé lors du pack initial du parcours de cybersécurité.

Article II Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des charges concernent des prestations d'accompagnement à la mise en œuvre d'actions de gouvernance et de résilience définies au niveau du plan de sécurisation informatique validé lors du pack initial du parcours de cybersécurité.

Article III Prestations attendues

Dans le cadre du **volet cybersécurité de France Relance**, L'agglo Foix-Varilhes a finalisé l'étape initiale de diagnostics et de construction d'un plan de sécurisation informatique.

Suite à cette première phase, un certain nombre d'actions à réaliser ont ainsi été ciblées afin de permettre une élévation du niveau de sécurité de la structure.



Dans cette optique, il est demandé au prestataire candidat de proposer un accompagnement dans les domaines listés ci-dessous sur la base des travaux et des documents produits lors du pack initial, qui permettront de s'appropriier le contexte et les principaux enjeux.

- Domaine 1 : Gouvernance

À la suite d'une première identification des processus SSI réalisée en interne, il est demandé un accompagnement dans la documentation des principaux processus de sécurité du SI (politiques, processus, procédures, plans...).

Dans un second temps, il est également demandé un accompagnement dans la réalisation d'une ébauche de PSSI sur la base des documents précédents : il s'agira de mettre en place un document chapeau dont les sections seront remplies au fur et à mesure.

Il s'agit des actions GOUV2 et GOUV3 du plan de sécurisation.

- Domaine 2 : Gestion des incidents et résilience

Construction et mise en place de fiches réflexes pour les incidents les plus communs.
(Reprendre le socle du site cybermalveillance et adapter les contenus au contexte de la CAPFV.)

Il s'agit de documenter des plans de cyber-réponse pour répondre aux incidents et aux scénarios classiques d'attaques (rançongiciel, défacement, ...).

Il s'agit de l'action GIR1 du plan de sécurisation.

Modalités de réalisation des prestations

Cette prestation s'inscrit dans un cadre établi :

L'ANSSI, représentée par son prestataire (le « prestataire accompagnateur »), est associée à l'ensemble de la démarche ; un suivi sera ainsi opéré régulièrement sur l'avancée des actions et la réalisation des prestations.

Concernant les 2 domaines, les temps d'échanges et de prestations doivent pouvoir être réalisés sur site et à distance, en fonction des besoins et nécessités.

En complément, sont fournis dans ce dossier de consultation, via un conteneur Zed!, les documents listés ci-dessous issus du pack initial :

- Synthèse des enjeux ;
- Synthèse de l'état des lieux organisationnel ;
- Plan de sécurisation.

RGPD :

Le prestataire s'engage à assurer la sécurité des données personnelles qu'il pourrait être amené à traiter conformément aux exigences du RGPD ;

A Toulouse
Le 2023-01-23.

Signature (Cachet de la société):

ASTAR S.A.S.U
38 boulevard de la Gare
31500 TOULOUSE
contact@astar.services
SIRET : 843 134 842 00015

Annexe 2

Fiche de synthèse à produire quant aux qualités et capacités des candidats

Consultation

Prestations d'accompagnement à la mise en œuvre d'actions de gouvernance et de résilience du plan de sécurisation informatique suite au pack initial du parcours de cybersécurité.

Remplir et remettre à l'appui de sa candidature le présent formulaire de synthèse

Nom de la société : Astar S.A.S.U.

Adresse : 38 Boulevard de la Gare 31500 TOULOUSE

N° d'inscription au registre du commerce : 843 134 842.

Justificatif à joindre au choix parmi les documents suivants¹ :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels valable pour la durée globale du marché ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

¹Le candidat indiquera lequel des justificatifs il joint au dossier en cochant la case correspondante.

Les capacités financières sous la forme d'une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère la consultation, réalisés au cours des 3 dernières années :

Année de référence 2019/2020	Année de référence 2020/2021	Année de référence 2021/2022
Chiffre d'affaires global en Euros 63 591 € H.T	Chiffre d'affaires global en Euros 120 936 € H.T	Chiffre d'affaires global en Euros 147 904 € H.T
Chiffre d'affaires en référence aux services en Euros 5 785 € H.T	Chiffre d'affaires en référence aux services en Euros 59 365 € H.T	Chiffre d'affaires en référence aux services en Euros 45 690 € H.T

Le candidat est-il en redressement judiciaire :

- OUI
 NON

Je soussigné, M. David SORIA, Fonction : Président
dûment habilité à engager la société : Astar

ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR

Le candidat déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 45-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L.317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L.8231-1, L. 8241-1 , L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics :

- être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire :

- ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L.653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire :

- ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale :

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des



garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts. *Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France.*

Le candidat établi dans un pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

LISTE DE REFERENCES : à joindre en annexe

A Toulouse

Le 2023-01-23.

Signature (Cachet de la société):

ASTAR S.A.S.U
38 boulevard de la Gare
31500 TOULOUSE
contact@astar.services
SIRET : 843 134 842 00015

Annexe 3

Fiche de synthèse à produire quant à l'offre

Consultation

Prestations d'accompagnement à la mise en œuvre d'actions de gouvernance et de résilience du plan de sécurisation informatique suite au pack initial du parcours de cybersécurité.

Mise en œuvre avec un détail des prestations

- Domaine 1 : Gouvernance

Astar apportera ses conseils quant à la sélection des thèmes initiaux à documenter (tâche GOUV2-A). Des exemples de thèmes sont : politique des déploiement des nouveaux équipements, politique de maintien en conditions de sécurité, politique de mots de passe, ... Les thèmes initiaux dépendent de la nature du SI, du périmètre dévolu aux tierces parties (infogérants, intégrateurs, etc.) et de leurs importances relatives.

En effet, les thèmes prioritaires à documenter sont ceux pour lesquels :

- La connaissance est actuellement portée par une seule personne (prioritaire pour faire face au risque en cas de maladie/décès/démission qui pourraient bloquer la réalisation des tâches)
- La réalisation des tâches comprend des étapes non communes et/ou non intuitives (afin de faciliter la reprise d'une tâche par un nouvel arrivant sans perte de qualité)

À l'issue de cette sélection initiale, Astar fournira un modèle de document type, compatible avec l'inclusion dans une PSSI (tâche GOUV2-B).

Les membres de l'équipe informatique de la CAPFV auront alors la tâche de rédiger un premier jet de ces documents, sur les thèmes sélectionnés. Ils pourront à tout moment faire appel à Astar s'ils ont des questions (tâche GOUV2-C), mais cette tâche sera essentiellement réalisée en autonomie de leur part.

À chaque premier jet d'un thème, Astar réalisera une relecture/modification des documents pour les rendre conforme à l'état de l'art de la documentation en cybersécurité (tâche GOUV2-D). Ceci comprendra notamment :

- La vérification que l'ensemble des sujets du thème sont abordés ;
- La vérification que seuls les sujets du thème sont abordés (par de débordement sur d'autres thèmes) ;
- La vérification que les prescriptions de ces documents sont conformes aux bonnes pratiques de cybersécurité ;
- La vérification que la terminologie emploie les termes consacrés de l'état de l'art (afin de s'assurer que le document final soit exploitable par n'importe quel prestataire de cybersécurité dans le futur)

Conjointement aux tâches de la mesure GOUV2, Astar entamera les tâches de la mesure GOUV3. En effet, GOUV2 et GOUV3 ont des synergies fortes et il est pertinent de les mener de front. Le fait que ce chantier soit divisé en deux tâches distinctes tient essentiellement au découpage de l'ANSSI des mesures du PDS.

Astar effectuera une macro analyse de risque de la CAPFV (tâche GOUV3-A) permettant d'identifier quelques actifs primordiaux et d'établir des échelles pertinentes.

Les étapes de cette analyse seront assez détaillées pour être répétées et enrichies à l'avenir. D'après cette analyse initiale, Astar rédigera un squelette de PSSI (tâche GOUV3-B) comprenant les parties suivantes :

- La description du contexte : objectifs, glossaire, référentiels applicables, échelles, ...
- Le périmètre de la PSSI : liste des actifs primordiaux, menaces retenues, besoins de

sécurité, étendue du SI, ...

- Les politiques de sécurité par thème : Astar établira un découpage cohérent. Chaque chapitre renverra à un document tiers, dont certains seront rédigés lors du chantier GOUV2
- L'état de la mise en oeuvre : description de l'avancement dans l'implémentation des règles de sécurité définies aux chapitre précédent

La CAPFV relira ensuite ce document et fera part de ses remarques pour d'éventuelles modifications (tâche GOUV3-C).

- Domaine 2 : Gestion des incidents et résilience

Astar proposera une liste des scénarios à aborder, conformément aux menaces retenues lors du pack initial de l'ANSSI, que la CAPFV validera (tâche GIR1-A).

Astar produira les fiches réflexes associées à ces scénarios, d'après l'état de l'art des principales sources de gestion des incidents de cybersécurité (tâche GIR1-B).

Astar et la CAPFV déclineront les tâches "macroscopiques" en actions précises et contextualisées au SI de la CAPFV (tâche GIR1-C).

Ce corpus documentaire sera introduit dans la PSSI et imprimé pour être immédiatement disponible, même en cas de panne de l'outil informatique (tâche GIR1-D).

Calendrier prévisionnel

Date	Tâche	Actions Astar	Actions CAPFV
Semaine 9	GOUV2-A	Co-Réalisation (50%)	Co-Réalisation (50%)
Semaine 10	GOUV2-B	Réalisation (90%)	Support pour les questions (10%)
	GOUV3-A	Co-Réalisation (50%)	Co-Réalisation (50%)
Semaine 11	GOUV2-C	Support pour les questions (10%)	Réalisation (90%)
	GOUV3-B	Réalisation (90%)	Support pour les questions (10%)
Semaine 12	GOUV2-C	Support pour les questions (10%)	Réalisation (90%)
	GOUV2-D	Réalisation (90%)	Support pour les questions (10%)
Semaine 13	GOUV2-C	Support pour les questions (10%)	Réalisation (90%)
	GOUV2-D	Réalisation (90%)	Support pour les questions (10%)
Semaine 14	GOUV2-C	Support pour les questions (10%)	Réalisation (90%)
Semaine 15	GOUV2-D	Réalisation (90%)	Support pour les questions (10%)
Semaine 16	GIR1-A	Réalisation (90%)	Validation (10%)
	GIR1-B	Réalisation (100%)	

Envoyé en préfecture le 23/02/2023

Reçu en préfecture le 23/02/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230221-2023_DP_017-DE



Semaine 17	GIR1-C	Co-Réalisation (30%)	Co-Réalisation (70%)
Semaine 18	GIR1-C	Co-Réalisation (30%)	Co-Réalisation (70%)
Semaine 19	GIR1-D	Réalisation (90%)	Validation (10%)

À Toulouse
Le 2023-01-23

Signature (Cachet de la société):

ASTAR S.A.S.U
38 boulevard de la Gare
31500 TOULOUSE
contact@astar.services
SIRET : 843 134 842 00015

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/018

Travaux / Réaménagement du parvis du centre aquatique de L'agglo à Foix – avenant n°1 au marché

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment, au vu de l'axe n° 4 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 34 « Entretien et valoriser le patrimoine intercommunal » action 82 « Réaménager et requalifier le parvis du pôle de services de L'agglo à Foix » ;

Vu la décision du président en date du 18 octobre 2022 attribuant le marché de travaux relatif au réaménagement du parvis du centre aquatique de L'agglo à Foix à l'EURL Jardins et Paysages pour un montant de 56 926,80 € HT ;

Considérant la proposition d'avenant n°1 au marché de réaménagement du parvis du centre aquatique de L'agglo à Foix établissant le nouveau montant du marché établi comme suit :

	en euros
Montant du marché de base € HT	56 926,80
Montant du marché de base € TTC	68 312,16
AVENANT 1	
Nouveau montant du marché € HT	59 703,80
TVA au taux de 20%	11 940,76
Nouveau montant du marché € TTC	71 644,56
Plus value marché € HT	2 777,00
TVA au taux de 20%	555,40
Plus value marché € TTC	3 332,40
augmentation du marché en %	4,8780

Considérant la proposition d'avenant n°1 modifiant les délais de réalisation du marché au 28 février 2023 inclus par :

- la prise en compte d'intempéries,
- les retards dans les livraisons de végétaux dues aux périodes de fêtes et aux modifications de plans de plantation réalisées par le maître d'œuvre suite aux contraintes de terrain et aux agrandissements des surfaces végétalisées,
- l'attente de meilleures conditions de mise en œuvre des secteurs engazonnés par placage ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **AUTORISE** la signature de l'avenant n° 1 au marché de travaux relatif au réaménagement du parvis du centre aquatique de L'agglo à Foix à l'EURL Jardins et Paysages portant le nouveau montant du marché à 59 703,80 € HT et prolongeant sa durée d'exécution jusqu'au 28 février 2023 inclus.

Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits correspondants seront inscrits au budget principal de l'exercice 2023.

Article 3 : **DIT** que le directeur général des services et le Trésorier du Pays de Foix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 21 février 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Marché de travaux. Requalification du parvis du centre**AVENANT N° 01 AU LOT N° 1 – ESPACES VERTS**

Titulaire du marché : JARDINS ET PAYSAGE

marché 2022 – 020

Durée du marché : 3 novembre 2022 jusqu'au 3 février 2023

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT : MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent article 1 de l'avenant n° 01 a pour objet la modification du marché par la prise en compte des travaux supplémentaires ou modificatifs suivants :

Plus values : - suivant tableau joint**ARTICLE 2 : NOUVEAU MONTANT DU MARCHÉ :**

En conséquence, après l'avenant n° 01 le nouveau montant du marché s'établit comme suit :

	en euros
Montant du marché de base € HT	56 926,80
Montant du marché de base € TTC	68 312,16
AVENANT 1	
Nouveau montant du marché € HT	59 703,80
TVA au taux de 20%	11 940,76
Nouveau montant du marché € TTC	71 644,56
Plus value marché € HT	2 777,00
TVA au taux de 20%	555,40
Plus value marché € TTC	3 332,40
augmentation du marché en %	4,8780

Moins values :

- dues aux changements de types de plantation, suite aux analyses de sol, adaptations de chantier ou pour manque de disponibilités chez les fournisseurs aux tailles demandées
- mulch changé pour toile paillage coco
- suppression des bordures bois.
- suppression des semis (pour cause de conditions climatiques défavorables)
- conservation d'un arbre en place
- diminution des cheminements en pierre d'arudy

- Plus values :

- augmentation des plantations dues aux agrandissements de surfaces de massifs (26.5+24+28+8,5, massifs A,F,H,K = 87m²) dues aux diminutions des surfaces en pierre d'arudy et aux adaptations de chantier (réseaux, sols compactés)
- légère augmentation du linéaire de protection par poteaux bois et cordes qui viennent complètement au bord des massifs.
- paillage en toile coco
- gazon de placage

Détail de nouveau CDPG, joint au présent avenant.

ARTICLE 3 : OBJET DE L'AVENANT : PROLONGATION DU MARCHÉ

Le présent article 3 de l'avenant n° 01 a pour objet la modification des délais de réalisation du marché par : la prise en compte :

- D'intempéries
- De retards dans les livraisons de végétaux dues aux périodes de fêtes et aux modifications de plans de plantation réalisées par le maître d'œuvre suite aux contraintes de terrain et aux agrandissements des surfaces végétalisées
- D'attente de meilleures conditions de mise en œuvre des secteurs engazonnés par placage.

Nouvelle date de fin de chantier : 28 Février 2023 inclus.


ARTICLE 4 AUTRES CLAUSES :

Toutes les autres dispositions du marché initial qui ne sont pas modifiées par l'avenant n° 01 restent inchangées.

Fait à Foix, le 8 Février 2023,

POUR LA SARL JARDINS ET PAYSAGE
LE GERANT PHILIPPE SEGUELAS

Signature de l'entreprise précédée
de la mention manuscrite "lu et approuvé"
Lu et approuvé



Jardins et Paysages
études créations
2,1 rue de la
Mairie
09300 FOIX
Tel. 05 61 03 52 61 Fax 05 61 03 50 50

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLO FOIX-VARILHES
THOMAS FROMENTIN

Signature du Maître de l'Ouvrage .



SARL ARCHITECTURE ET PAYSAGE
Signature du maître d'œuvre.
LE GERANT, BARTHELEMY DUMONS



ARCHITECTURE
& PAYSAGE SARL
63,65 rue Jean Jaurès
09300 LAVELANET
Tél. 05 61 03 52 61
Fax 05 61 03 52 97

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/019

Administration générale / Convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité - avenant n° 1

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu le décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale ;
Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;
Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°2017/016 du 18 janvier 2017 relative à la signature de la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ;
Vu la décision du président n°2023/011 du 2 février 2023 relative à la signature d'un contrat avec l'entreprise Libriciel Scop ;
Considérant le choix de L'agglomération de changer de dispositif homologué de transmission par voie électronique des actes de la collectivité par le dispositif S2low homologué par le ministre de l'Intérieur ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE l'avenant n° 1 de la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité.

Article 2 : DIT que cet avenant modifie l'article 2.1 de la convention - l'opérateur de transmission et son dispositif par S2low (Libriciel) ; les autres termes de la convention restant inchangés.

Article 3 : DIT que le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix, le 22 février 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

**Avenant n° 1 à la convention
pour la transmission électronique des actes
soumis au contrôle de légalité
ou à une obligation de transmission
au représentant de l'État**

**CHANGEMENT D'OPÉRATEUR EXPLOITANT LE DISPOSITIF DE TRANSMISSION DES ACTES PAR VOIE
ÉLECTRONIQUE**

Vu la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État du 09/02/2017 signée entre :

- 1) la Préfecture de l'Ariège représentée par la préfète, ci-après désignée : le « représentant de l'État ».
- 2) et la Communauté d'Agglomération de Pays Foix-Varilhes, représentée par son président, agissant en vertu d'une délibération du 02/02/2023, ci-après désignée : la « collectivité ».

Exposé des motifs :

Cet avenant a pour objet de prendre en compte le changement de dispositif homologué de transmission par voie électronique des actes de la collectivité soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État.

Dispositif :

Les parties à la convention initiale décident de lui apporter les modifications suivantes :

Article 1^{er}

L'article 2.1 de la convention susvisée est modifié comme suit :

« ARTICLE 2.1 – L'opérateur de transmission et son dispositif

« Pour recourir à la transmission électronique, la collectivité s'engage à utiliser le dispositif suivant : S2low. Celui-ci a fait l'objet d'une homologation par le ministère de l'Intérieur.

L'entreprise LIBRICIEL SCOP (licence déposée sur la forge de l'association ADDULACT chargée de l'exploitation du dispositif homologué, désignée ci-après « opérateur de transmission » est chargé de la transmission électronique des actes de la collectivité, en vertu d'un marché signé le 16/02/2023. »

Article 2

Toutes les autres stipulations de la convention initiale restent inchangées.

Article 3

Le présent avenant prend effet à compter du .

Fait à Foix,

Le ,
En deux exemplaires originaux.

LA PREFETE,

et à Foix,

le 22. 02. 2023

LE PRESIDENT,



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N° 2023/020

Assurances / Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation d'un contrat d'assurance dommage-ouvrage pour les travaux d'extension du pôle de services pour les besoins L'agglo Foix-Varilhes

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment, au titre de l'axe 03 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 34 « Entretien et valoriser le patrimoine communautaire » ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2022/154 attribuant le marché public de travaux pour l'extension du pôle de services de L'agglo à Foix ;

Considérant le marché public de travaux relatif à l'extension du pôle de services de Foix ;

Considérant l'offre du cabinet ACE Consultants ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** le contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation du contrat d'assurance dommage-ouvrage pour les travaux d'extension du pôle de services de L'agglo à Foix pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes pour un montant de 850 € HT.

Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits correspondants seront inscrits à l'articles 6226 au budget de l'exercice 2023.

Article 3 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix, le 22 février 2023

Pour extrait conforme

Le Président,

Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Envoyé en préfecture le 27/02/2023

Reçu en préfecture le 27/02/2023

Publié le



ID : 009-200067791-20230222-2023_DP_020-DE



SARL ACE CONSULTANTS

SARL ACE CONSULTANTS

42 Boulevard Calmette - B.P. 10191
30401 VILLENEUVE LES AVIGNON CEDEX
tél. 04 90 27 58 10 - Fax. 04 90 27 04 77
courriel : contact@aceconsultants.fr

www.aceconsultants.fr

SARL au capital de 100.000 €

N° TVA Intracommunautaire FR86-440 933 927

SIRET 440 933 927 00038

Code APE 7022 Z - N° ORIAS 07023410

Client :

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS-FOIX-
VARILHES**
1A Avenue du Général de Gaulle
09000 FOIX

Devis - mission d'assistance à la passation du marché construction DO.

Quantité	Désignation	Prix Hors Taxes	TVA 20 %
1	Mission d'assistance à la passation du marché construction DO - Extension du pôle de services Elaboration du cahier des charges / réponse aux questions des candidats Analyse des offres / Mise en place du marché. Sans déplacement	850,00 €	170,00 €
Réunions (visio ou téléphone) non facturées		0,00 €	0,00 €

Modalités de facturation :

50% à l'engagement de la consultation / 50% à la remise de l'analyse des offres.

Sous-total HT	850,00 €
Taux de TVA 20 %	170,00 €
TOTAL TTC	1 020,00 €

En date du : 22.02.2023

Cachet et signature :



Société exerçant dans le cadre des articles L521-2-II-1-c & L521-2-II-2-a du Code des Assurances, sans encaissement de fonds. Assurance de responsabilité civile professionnelle conforme aux articles L.512-6 R.512-14 & A.512-4 du Code des Assurances.

Activité réglementée par les articles 4 & 10 de l'ordonnance 2018-361 du 16/05/2018 sous le contrôle de l'ACPR (4 Place de Budapest CS 92459 75436 PARIS CEDEX 09) ainsi que par l'article 59 de la Loi n° 71-1130 du 31/12/1971. Déclaration d'une activité de formation enregistrée sous le n° 91300345030 auprès de la Direccte Occitanie.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/021

Technique / Avenant contrat de maintenance de l'ascenseur du centre social de Varilhes

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;
Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la décision du président n°2021/159 du 22 décembre 2021, acceptant le contrat de maintenance avec la société TKE à compter du 1^{er} janvier 2022, concernant l'ascenseur du centre social de Varilhes ;

Considérant les conséquences économiques de la crise sanitaire liée au Covid19 et de la guerre en Ukraine ;

Considérant la proposition d'avenant de la société TKE concernant une augmentation tarifaire de 11,8% passant de 1 200 € HT du contrat initial à 1 341,60 € HT pour le nouveau montant, à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **ACCEPTE** la proposition d'avenant de la société TKE concernant une augmentation tarifaire de 11,8% passant de 1 200 € HT à 1 341,60 € HT.

Article 2 : **PRÉCISE** que le nouveau tarif sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 3 : **PRÉCISE** que les autres articles de la décision du président restent inchangés.

Article 4 : **DIT** que les crédits correspondants seront prévus à l'article 6228 du budget principal 2023.

Article 5 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 6 mars 2023

Pour extrait conforme

Le Président,

Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

AVENANT AU CONTRAT DE MAINTENANCE

Contrat(s) de maintenance n° 254273

Le présent avenant est établi entre/et :

LE CLIENT

TK ELEVATOR FRANCE S.A.S

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
1 A AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
09000 FOIX

Société par Actions Simplifiée au Capital de 8 116 809 euros
Siège Social : Rue de Champfleury - Z.I. Saint-Barthélemy
B.P. 50126 - 49001 Angers Cedex 01 - France SIREN 722
024 742 RCS Angers - SIRET 72202474200172 - APE
4329B - BNP PARIBAS Angers 30004 00201
00020572648 01

N° TVA intracommunautaire FR 24 722 024 742

Pris en son Agence Sud-Ouest représentée par Corentin GALIBERT,
en sa qualité de Business Developer dûment habilité.

Les parties ont conclu un contrat de maintenance pour l'entretien d'un ascenseur.
Elles souhaitent désormais modifier ce contrat tel que défini dans cet avenant.

Durée de validité de l'avenant : 2 mois.

OBJET(S) DE L'AVENANT

Mise à jour du prix

DÉTAILS DES MODIFICATIONS

Mise à jour du prix (date d'effet : 01 01 2023)

	Ancien prix annuel HT	Prix annuel à jour HT	Prix annuel TTC*
TOTAL	1200 €	1341,6 €	1609,92 €

* dont TVA 20 /

Le prix annuel intègre le prix des options.

DUREE ET CONDITIONS DE RESILIATION

Les options sont résiliables à tout moment par le client en informant par courrier LR/AR adressé à l'agence, en respectant un préavis de trois (3) mois. En aucun cas la résiliation d'un service n'entraîne la résiliation du contrat de maintenance qui continue à poursuivre tous ses effets. La souscription des options étant accessoire au contrat de maintenance, la résiliation du contrat de maintenance entraîne automatiquement et de plein droit la résiliation des options.

DIVERS

A l'exception des modifications introduites par l'avenant, le contrat reste inchangé et s'applique dans toutes ses dispositions. Les relations contractuelles entre les parties sont régies par le contrat, ses annexes et le présent avenant.

Le client déclare accepter les conditions de cet avenant. Les autres termes du contrat initial, de ses avenants éventuels, ou conditions particulières demeurent inchangés.

Fait à TOULOUSE

Le 26 01 2023

TK Elevator France

Agence Sud-Ouest

Site de Toulouse

19 BOULEVARD DE THIBAUD

31100, TOULOUSE



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
1 A AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
09000 FOIX



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/022

Systèmes d'information / Abonnement mobile pour la directrice du pôle ressources humaines, administration générale et systèmes d'information

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la nécessité de doter la directrice générale adjointe des services, directrice du pôle ressources humaines, administration générale et systèmes d'information, d'un forfait mobile professionnel ;

Considérant la proposition faite par la société Orange ;

LE PRÉSIDENT

- Article 1 :** **DÉCIDE** de signer le contrat avec la société Orange portant sur :
La souscription d'un abonnement mensuel « Performance spécifique pour smartphone » pour un montant total de 22 € HT, soit un montant annuel de 264 € HT.
- Article 2 :** **PRÉCISE** que le contrat est établi pour une durée initiale de 24 mois, à compter de la date de signature.
- Article 3 :** **DIT** que les crédits correspondants seront prévus à l'article 6262 du budget principal pour 2023.
- Article 4 :** **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 6 mars 2023

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

ou numéro fiche affaire :

Nous contacter

Intercuteur commercial : jyil7245
Mail interlocuteur commercial : jerome.lambert@orange.com
Téléphone interlocuteur commercial : 0 825 000 706

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Publié le
ID : 009-200067791-20230306-2023_DP_022-DE

Numéro d'accord cadre :
Numéro de liasse : O B 20/02/23
Référence de la commande Client :
Code de la commande Client : 91020511
Statut de la commande :

commande : Abonnement seul Abonnement + matériel Matériel seul Carté(s) déjà livrés(s)

TITULAIRE DU CONTRAT

Raison sociale : COMMUNAUTE AGGLO PAYS FOIX VARILHES
SIRET : 20006779100018
Adresse siège social :
Étes-vous filiale à plus de 50% d'une société ? OUI NON
Raison sociale :

Forme sociale :
Code NAF :
Est-elle déjà cliente ? OUI NON
Forme sociale :

Numéro TVA intracommunautaire* :
RCS :
Téléphone :
Siège social :

2- Coordonnées du gestionnaire de flotte

Mr Mme
Nom : mazet
Fonction : responsable si

Prénom : christophe

Téléphone : 0534090932
E-Mail : c.mazet@agglo-pfv.fr

3- Complete(s) de facturation

Numéro de compte Client existant : 62622164
Raison sociale : COMMUNAUTE AGGLO PAYS FOIX VARILHES
SIRET : 20006779100018
Adresse siège social : 1 av general de gaulle
Code postal : 09000

OU Compte Client à créer : (remplir les coordonnées ci-dessous si différentes de celles du titulaire du Contrat)
Forme sociale :
Code NAF :
RCS :
Téléphone :
Ville : foix

Business Services

Contrat d'abonnement voix, data et forfaits données mobilité entreprises

Bon de Commande

Envoyé en préfecture le 07/03/2023

Reçu en préfecture le 07/03/2023

Publié le : 07/03/2023
ID : 009-200067791-20230306-2023_DP_022-DE

Responsable de la facturation

M. Nom :

Mme

Fonction :

Prénom :

Téléphone :

E-mail :

Caractéristiques spécifiques au marché public

Référence marché public :

Contrat (numéro d'engagement juridique) :

Identifiant de la structure :
Moyen de paiement (uniquement si nouveau compte Client)
Facturation

Prélèvement
 Par compte

Mandat administratif
 Par ligne

Virement

Le recueil des informations ci-dessus est indispensable à la souscription de votre abonnement. Ces informations font l'objet d'un traitement automatisé soumis à la loi du 6 janvier 1978. Vous avez la faculté d'exercer un droit d'accès, de rectification et d'opposition auprès de notre Service Client. / * A renseigner si le siège social du titulaire du contrat est situé dans l'Union Européenne (hors France).

Services et options associés au compte : informations déploiement

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Publié le 07/03/2023
ID : 009-200067791-20230306-2023_DP_022-DE

Techniciens Chauffeurs / Livreurs Commerciaux Pack de démarrage

Vos installateurs :

Donneur d'ordre : Mr Mme Prénom : M. Mlle

Rais. sociale : M. Mlle
Adresse (ne pas indiquer de boîte postale ni de cedex) :
Téléphone : M. Mlle

Coordonnées de l'interlocuteur à la livraison

Mr Mme Prénom : M. Mlle

Téléphone (obligatoire) :

Coordonnées du gestionnaire par option

Device Management Express :

Mr Mme Nom : M. Mlle Prénom : M. Mlle

Téléphone : M. Mlle
Compte entreprise de rattachement (si besoin) : M. Mlle

Commentaires :

Business Services

N° de liasse : O B 200223

Contrat d'abonnement voix, data et forfaits données mobilité entreprises

Bon de Commande

Envoyé en préfecture le 07/03/2023

Reçu en préfecture le 07/03/2023

Publié le
ID : 009-200067791-20230306-2023_DP_022-DE

5- Adresse de livraison désignée par le titulaire du Contrat

Raison sociale : COMMUNAUTE AGGLO PAYS FOIX VARILHES

Mr Mme Nom :

Prénom :

Adresse (ne pas indiquer de boîte postale ni de cedex) :

Téléphone :

Prénom : christophe

Téléphone (obligatoire) : 0534090932

Coordonnées de l'interlocuteur à la livraison

Mr Mme Nom : mazet

6- Éléments de facturation sur les matériels

Numéro de compte Client existant : 62622164

Raison sociale : COMMUNAUTE AGGLO PAYS FOIX VARILHES

SIRET : 20006779100018

Adresse siège social :

Mode de paiement (uniquement si nouveau compte Client)

Facturation

OU Compte Client à créer : (remplir les coordonnées ci-dessous si différentes de celles du titulaire du Contrat)

Forme sociale :

Code NAF :

RCS :

Téléphone :

Prélèvement

Mandat administratif

Virement

Par compte

Par ligne

3. Signature des parties

Le présent contrat se compose, par ordre de priorité décroissante, des Conditions Générales Orange Business Services, des Conditions Spécifiques relatives à l'offre souscrite, du descriptif de service relatif à l'offre souscrite le cas échéant, de la présente Commande, des fiches tarifaires spécifiques en vigueur et/ou de la Fiche tarifaire des offres mobiles Entreprises en vigueur, du récapitulatif contractuel en vigueur relatif à l'offre souscrite le cas échéant, et pour les Terminaux et accessoires vendus, par les Conditions générales Orange Business Services, les Conditions spécifiques de vente de Terminaux ainsi que les conditions d'utilisation et de fourniture du Terminal iPhone le cas échéant. Si aucune option d'assurance mobile n'a été souscrite dans le cadre de la Commande, le Client reconnaît ne pas être couvert en cas de dommage, de perte ou de vol. Les documents contractuels sont disponibles auprès de votre interlocuteur commercial et consultables sur le site internet <https://mbd.entreprises.fr.orange-business.com/contrats/mob>.

Nous vous invitons à les télécharger et en prendre connaissance avant signature.

Toute modification manuscrite des documents contractuels est considérée comme nulle. Le présent Contrat est soumis à une étude financière avant l'acceptation d'Orange Business Services. Orange Business Services dispose d'un délai de 2 jours ouvrés à compter de la saisie de la Commande dans son système d'information pour accepter cette dernière. A l'issue de ce délai, le Contrat est réputé conclu.

La date d'exécution de la Commande, à compter de la saisie dans le système d'information, est dépendante de la typologie de la demande : elle est immédiate pour les modifications de coordonnées, ajout d'option ou création de ligne et, à fin de mois, pour les changements d'offre.

Le Signataire de la présente Commande reconnaît avoir pris connaissance et approuver sans réserve l'ensemble des documents contractuels désignés ci-avant. La validation de cette Commande doit se faire, soit en signant le formulaire manuellement, soit via notre système de signature électronique.

En signant la présente Commande, le Signataire renonce expressément pour cette Commande, aux dispositions applicables aux professionnels telles que visées dans les dispositions de la Directive 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le Code des Communications Electroniques Européen et, accepte notamment de s'engager pour une durée supérieure à 24 mois lorsque le(s) Service(s) souscrit(s) excède(nt) cette durée.

Je suis signé(e) M Mme Mlle

Nom :

Prénom :

en qualité de **Le Président,**
THOMAS FROMENTIN
déclare avoir pris connaissance et avoir approuvé sans réserve les dispositions des documents contractuels mentionnés ci-dessus.

Fait en 2 exemplaires originaux (un pour Orange Business Services et un pour le Client).

A **Foix**
Le **06/03/2023**
Nombre total de pages du Contrat =

Signature du Client :

Dûment habilité aux fins des présentes

Le présent bon de Commande prévaut sur les conditions générales et/ou particulières d'achat du Client, les correspondances et/ou les propositions commerciales antérieures relatives au même objet que le présent Bon de Commande



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/023

Ressources humaines / Convention de mise à disposition de personnels au Paajip

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.512-6 à L.512-17 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu les statuts de l'association pôle agglomération adolescence jeunesse information prévention (Paajip) ;

Vu la convention de mise à disposition de deux agents vers le Paajip, effective au 1^{er} juin 2017, pour une durée de trois ans, renouvelée pour une même durée à compter du 1^{er} juin 2020 ;

Considérant la transmission du projet de convention, convenu entre les deux parties, à l'attention des agents concernés ;

Considérant les courriers de demandes de mise à disposition des agents intervenant sur le Paajip ;

Considérant les fonctions et les missions des deux agents sont organisées par le Paajip dans la limite de leur temps complet respectif ;

Considérant le choix d'assurer un bon fonctionnement de service par le Paajip ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE les termes de la convention de mise à disposition des personnels territoriaux concernés au Paajip, à compter du 1^{er} juin 2023, pour une période de 3 ans. Les charges correspondantes feront l'objet d'un remboursement semestriel par le Paajip.

Article 2 : DÉCIDE de signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

Article 3 : PRÉCISE que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice 2023.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 6 mars 2023

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

CONVENTION
DE MISE A DISPOSITION
DE PERSONNEL

De Monsieur Stéphane Davila
Grade : Adjoint d'animation 1^{er} classe
Et de Monsieur Guillaume Soffiatti
Grade : Animateur territorial 1^{er} classe

Entre

La **Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes** représentée par son Président, Thomas Fromentin,

Et

Le **PAAJIP** (*Pôle Agglomération Adolescence Jeunesse Information Prévention*) représenté par son Président, Bruno Billières

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu les courriers d'accords de mises à disposition des agents concernés ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition

A compter du **1^{er} juin 2023**, la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes met Monsieur Stéphane Davila et Monsieur Guillaume Soffiatti à disposition du PAAJIP pour une durée de **trois ans** (*renouvelable par période n'excédant pas trois ans*) afin d'exercer les fonctions d'animateur socio-culturel pour le premier et d'adjoint de direction pour le second, au sein de l'association.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Les fonctions et les missions de Monsieur Stéphane Davila et Monsieur Guillaume Soffiatti sont organisées par le PAAJIP dans la limite de leur temps complet respectif.

La situation administrative (*avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline*) de Monsieur Stéphane Davila et de Monsieur Guillaume Soffiatti est gérée par la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes.

ARTICLE 3 : Rémunération

Versement : la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes versera à Monsieur Stéphane Davila et à Monsieur Guillaume Soffiatti la rémunération correspondant à leurs grades d'origines respectifs (*traitement de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi*).

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser aux intéressés un complément de rémunération.

Remboursement : le PAAJIP remboursera à la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes le montant de la rémunération et de l'ensemble des charges sociales (cotisations, dont titres restaurant, médecine du travail, assurance, etc.) de Monsieur Stéphane Davila et de Monsieur Guillaume Soffiatti, selon une périodicité **semestrielle**.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Un rapport sur la manière de servir de Monsieur Stéphane Davila et de Monsieur Guillaume Soffiatti sera établi après entretien individuel par le directeur du PAAJIP une fois par an et transmis à l'agent, qui pourra y apporter ses observations, puis à la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes qui établira de même un avis.

En cas de faute disciplinaire la Communauté d'agglomération Pays PAAJIP dans les plus brefs délais.

ARTICLE 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de Monsieur Stéphane Davila et de Monsieur Guillaume Soffiatti peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention,
- dans le respect d'un délai de préavis de 3 mois avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande d'un des intéressés, de la collectivité d'origine ou de l'organisme d'accueil,
- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil,
- de plein droit, lorsque la structure d'accueil du fonctionnaire lui propose un détachement dans un délai maximum de trois ans, sous réserve que cette dernière dispose d'un emploi vacant correspondant aux fonctions que le grade de l'agent lui donne vocation à remplir.

Si à la fin de leur mise à disposition, Monsieur Stéphane Davila et Monsieur Guillaume Soffiatti ne peuvent être affectés dans les fonctions qu'ils exerçaient avant leur mise à disposition, ils seront affectés dans un des emplois que leurs grades leur donnent vocation à occuper.

ARTICLE 6 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 7 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- pour la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes, à Foix (09000), 1 A, Avenue du Général de Gaulle,
- pour le PAAJIP, à Foix (09000), Espace Olivier Carol, Boulevard François Mitterrand.

La présente convention sera :

- Notifiée aux intéressés,
- Transmise, accompagnée de l'arrêté de mise à disposition, au Représentant de l'Etat

Ampliation sera adressée au :

- Président du Centre de Gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à Foix, le 16 février 2023
En double exemplaire

Pour la collectivité d'origine,
Le Président de la Communauté
d'agglomération Pays Foix-Varilhes,
Thomas Fromentin



Pour l'organisme d'accueil,
Le Président du PAAJIP,

PAAJIP
PÔLE AGGLOMÉRATION ADOSCESSANCE JEUNESSE INFORMATION PREVENTION
2 Bvd François Mitterrand
09000 FOIX
Tél : 05 61 02 73 55

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/024

Technique / Construction d'une résidence autonomie à Foix – mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (SPS) de niveau 2, mission de contrôle technique L+SEI+PS+F+PH+TH+Hand-ERP+PV+LE+DPE et missions complémentaires ATT Hand + VIEL et mission OPC phases préparation, exécution et réception - avenant à la mission de contrôle technique avec la société Dekra

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 02 « solidarités humaines », l'objectif 12 « Améliorer et développer l'offre d'hébergement des personnes âgées » - action 31 « Construire une résidence autonomie à Foix » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 14 avril 2021 validant le préprogramme, le coût global de l'opération à 5 141 000 € HT, le lancement de la procédure d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre en concours restreint, la composition du jury et la prime fixée pour chaque candidat admis à concourir pour l'esquisse ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2021 retenant l'équipe OeCO Architectes comme maître d'œuvre pour la construction de la résidence autonomie à Foix ;

Vu la décision du président n°2022/002 acceptant les missions de sécurité et santé, de contrôle technique et d'OPC ;

Considérant la proposition de complément d'intervention relative à l'analyse du DCE transmis et remise d'un rapport initial de contrôle technique, faite par avenant par la société Dekra pour mener à bien sa mission de contrôle technique ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : ACCEPTE la proposition de complément d'intervention relatif à l'analyse du DCE transmis et remise d'un rapport initial de contrôle technique faite par avenant par la société Dekra, pour un montant supplémentaire de 1 340€ HT, ce qui porte la prestation totale à 15 950 € HT, soit 19 140 € TTC.

Article 2 : PRÉCISE que les autres articles de la DP 2022/002 restent inchangés.

Article 3 : DIT que les crédits seront prévus à l'article 2313 du budget principal 2023.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 7 mars 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Construction d'une Résidence Autonomie à FOIX Avenant N°1 : rapport initial complémentaire sur DCE



www.dekra-industrial.fr

Avenant

N° 2023 3742 5006 – Version 1

DEKRA Industrial SAS

ACT CTC MIDI PYRENEES
Immeuble Aurélien
29 avenue J.F. Champollion BP 43797

31037 TOULOUSE CEDEX 1

Siret 43325083400812

Tél : 05.61.19.28.70

Interlocuteur(s) : PASCALE MARCEL
pascale.marcel@dekra.com
Responsable Adjointe Contrôle
Construction

COMMUNAUTE D'AGGLOM PAYS FOIX- VARILHES

1 A Avenue du General de Gaulle

09000 FOIX

Tél : +33 5 34 09 09 30

Interlocuteur : M Jérôme DENJEAN
j.denjean@agglo-pfv.fr

Date	Version	Modifications
09/01/2023	1	Initiale

RATTACHEMENT DE L'AVENANT

Référence du contrat initial : 2021 3742 5441 V1

Date Contrat	Référence Affaire	Libellé affaire
2022-01-04	53679480	CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE AUTONOMIE à FOIX

OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet en date de sa signature par les deux parties et pour la durée du contrat initial auquel il se rattache.

Toutes les autres clauses du contrat initial et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

MISSION(S) PROPOSEE(S)

MISSION(S) INITIALE(S) IMPACTEE(S) PAR L'AVENANT

"Bâtiments et Génie Civil"

"Contrôle construction"

Intitulé mission	Référence	Version	CGI
Solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables	L	2021 10 7	CGI CTC V2108
Solidité des existants	LE	2015 05 4	CGI CTC V2108
Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme	PS	2021 10 4	CGI CTC V2108
Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation	SH	2021 10 4	CGI CTC V2108
Sécurité des personnes dans les ERP et les IGH	SEI	2022 10 9	CGI CTC V2108
Isolation acoustique dans les bâtiments	Ph	2021 10 6	CGI CTC V2108
Isolation thermique et économies d'énergie	Th	2021 12 4	CGI CTC V2108
Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	Hand	2021 10 8	CGI CTC V2108
Fonctionnement des installations	F	2021 10 4	CGI CTC V2108

DETAILS DES MISSIONS " Bâtiments et Génie Civil "

○ **DESCRIPTION DE L'OBJET DE NOTRE INTERVENTION**

Dans le cadre du projet de construction d'une résidence autonomie à FOIX, le présent avenant a pour objet le complément d'intervention relatif à l'analyse du DCE transmis et remise d'un rapport initial de contrôle technique, non prévu au contrat 2021 3742 5441 V1.

Le total des honoraires de contrôle technique est donc porté au montant de 15 230 € HT.
 Les autres clauses du contrat initial restent inchangées.

○ **SITE(S) D'INTERVENTION**

- RÉSIDENCE AUTONOMIE - rue du Collège - 09000 - FOIX

○ **ORGANISATION ET PLANNING**

La prestation de DEKRA pour le rapport est en cours de réalisation.
 Le présent avenant est à retourner à DEKRA dûment daté et signé pour la bonne forme.

○ **MISSIONS ET HONORAIRES (MONTANTS € HT)**

Mission(s) ponctuelle(s)

Mission(s)	Montant pour intervention
Contrôle construction	
L - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables	
LE - Solidité des existants	
PS - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme	
SH - Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation	
SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et les IGH	
Ph - Isolation acoustique dans les bâtiments	
Th - Isolation thermique et économies d'énergie	
Hand - Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	
F - Fonctionnement des installations	

Montant total HT de l'avenant à majorer de la TVA en vigueur 1 340,00 € HT

L'ensemble des missions telles que décrites ci-dessus vous est proposé pour un montant hors taxe en euros de : mille trois cent quarante euros

○ **ECHEANCIER DE FACTURATION**

Phase conception	Note 1 bis - Analyse du DCE et rédaction du rapport initial de contrôle technique (2nd RICT)	1 340,00 € HT
------------------	--	---------------

○ **MODALITES DE PAIEMENT ET ADRESSE DE FACTURATION**

Modalités de paiement	Adresse de facturation <i>(Si les coordonnées ci-dessous ne correspondent pas veuillez rayer et compléter)</i>
Les factures sont émises après intervention, payables à 30 jours date de facture de préférence par Virement bancaire, postal par les soins du client au profit du compte de DEKRA Industrial SAS dont le RIB est joint au présent contrat.	COMMUNAUTE D'AGGLOM PAYS FOIX-VARILHES 1 A Avenue du General de Gaulle 09000 FOIX

Conformément au décret du 2 octobre 2012 et à la loi n°2012-387 du 22 mars 2012, il sera appliqué une indemnité forfaitaire de retard de 40 € pour le recouvrement des créances de retard.

CET AVENANT INCLUT

- Le présent avenant comportant 5 pages
- Les descriptifs de missions le cas échéant
- Les conditions générales d'intervention (CGI) le cas échéant
- Les conditions générales de DEKRA Industrial SAS CGV DINS 2020-11

DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet en date de sa signature par les deux parties et pour la durée du contrat initial auquel il se rattache.

VALIDITE DE L'AVENANT

La durée de validité du présent avenant est de trois mois à compter de sa date d'émission.

Le client reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constitutives de l'Avenant, des conditions générales de vente annexées aux présentes et déclare en accepter les termes.

<p>Pour DEKRA Industrial SAS,</p> <p>Edité et signé le 09/01/2023 à TOULOUSE</p> <p>DEKRA Industrial SAS SAS au capital de 8 628 320 € - RCS Limoges 433 250 834 Agence Midi-Pyrénées - Contrôle Construction Immeuble Adrien 29, av J-E. Champollion - BP 43797 31007 TOULOUSE Cedex 1 Tél. 05 61 19 26 70 - Fax 05 61 40 03 09</p> <p><i>Signature</i> et cachet DEKRA</p> <p>PASCALE MARCEL Responsable Adjointe Contrôle Construction</p>	<p>Pour le CLIENT,</p> <p>A Foix</p> <p>Signé le 07.03.2023</p> <p><i>Signature</i> et cachet client</p> <p>nom et qualité du signataire SIRET : APE :</p> <p>Le Président, Thomas FROMENTIN</p>
---	--

REVUE DE CONTRAT

Effectuée le / /

Cadre réservé à DEKRA

Par

Art. 1 – Généralités

Les présentes conditions régissent toutes les prestations que propose la société DEKRA Industrial SAS ci-dessous désignée DEKRA. Par exception, les stipulations écrites des conditions générales d'intervention et/ou particulières peuvent compléter, suppléer ou exclure telle ou telle clause des présentes conditions générales. L'acceptation par le client d'un devis ou la passation d'une commande par ce dernier entraîne l'acceptation des présentes CGV par le client nonobstant toute clause contraire dans ses propres conditions d'achat, sauf contrat particulier stipulant expressément les points sur lesquels DEKRA accepte une dérogation.

Art. 2 – Tarification des prestations

S'il n'est stipulé autrement dans les conditions particulières, les prestations de DEKRA s'expriment selon une tarification HT (Hors Taxes) calculée le cas échéant, selon notre support de tarifs généraux qui sera disponible sur demande.

A la date de facturation, la taxe sur la valeur ajoutée selon le taux en vigueur est incluse. Toute modification du taux de TVA intervenue avant la date de règlement sera automatiquement prise en compte.

Le montant minimum de facturation est fixé à 150 € par site et par intervention.

Sauf indication contraire dans les conditions particulières du contrat, les prix sont calculés pour des interventions entre 8 h et 18 h du lundi au vendredi. En dehors de ces plages d'intervention, DEKRA appliquera une majoration de :

- 70% pour intervention la nuit (22H - 6H) ;
- 40% pour intervention le samedi ;
- 100% pour intervention le dimanche ou jour férié ;

Pour toute prestation supplémentaire, non comprise dans l'offre initiale, DEKRA appliquera un complément de facturation sur la base de 450,00 € HT pour une demi-journée et de 800,00 € HT la journée.

Toute évolution de notre prestation ainsi que toute reprise d'un livrable à la suite de la modification des hypothèses, du contexte, indépendants de DEKRA, ou suite à la communication de nouvelles informations et qui viendrait impacter le contenu ou le périmètre de notre prestation, fera l'objet d'une facturation complémentaire.

Cette facturation complémentaire, basée sur le tarif de vacation, sera établie sur la base d'un mémoire justificatif précisant les impacts, pour notre prestation, de cet évènement.

Toute annulation de l'intervention, du fait du client, dans les deux jours ouvrés avant la date prévue, fera l'objet d'une facturation équivalente à 50% du montant de l'intervention annulée ou reprogrammée.

En cas d'annulation le jour de l'intervention, ou en cas d'impossibilité de réaliser la prestation sur site, pour une cause imputable au client, DEKRA établira une facture forfaitaire égale à 100% du montant de la prestation de la première journée annulée ou à reprogrammer.

Art. 3 – Variation et révision de prix**3.1 – Variation de prix prestations périodiques**

S'il n'est stipulé autrement dans les conditions particulières, nos prix seront réévalués tous les 1^{ers} janvier en fonction de l'évolution de notre tarif général. Les modifications ultérieures des bases tarifaires de DEKRA seront répercutées automatiquement sur le prix des prestations à l'exclusion de ceux concernant les relations avec les consommateurs.

3.2 – Variation de prix prestations de contrôle technique de construction et de CSPS

· Si le coût réel des travaux en fin d'opération dépasse le coût initial de l'opération ayant servi de base à l'établissement de notre offre, les honoraires DEKRA seront revus au prorata.

· En cas d'allongement de la durée des travaux ayant servi de base à l'établissement de notre offre, tout mois supplémentaire au-delà de la durée initiale de l'opération sera facturé au tarif de 920 € HT/mois

3.3 – Révision de prix

S'il n'est stipulé autrement dans les conditions particulières, le montant des prestations est soumis à la révision à la date anniversaire d'entrée en vigueur du contrat en fonction de l'index ingénierie, par application du coefficient suivant : $0,15 + 0,85 \ln / I_0$, dans lequel I_n et I_0 sont respectivement le dernier indice connu au mois de facturation, et l'indice du mois d'établissement du contrat.

Art. 4 – Conditions de paiement

S'il n'est stipulé autrement dans les conditions particulières, les acomptes et factures sont payables TTC au plus tard 30 jours fin de mois.

Dans le cas d'une interruption de la mission ou dans celui de la résiliation du contrat, DEKRA pourra de surcroît réclamer au client, à titre de clause pénale, une indemnité correspondant à 10 % du solde.

Tout montant non réglé à l'échéance donnera lieu au paiement par le client de pénalités d'au moins trois fois le taux de l'intérêt légal. De plus, il sera appliqué de plein droit et sans notification préalable une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement de créance en retard.

Art. 5 – Responsabilités

La responsabilité de DEKRA est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens.

La responsabilité de DEKRA s'apprécie dans les limites de la mission qui lui a été confiée et ne pourra être engagée que dans la mesure de ses propres fautes, DEKRA ne pouvant être tenue responsable de quelque manière que ce soit, ni solidairement, ni in solidum, à raison des fautes commises par d'autres intervenants.

DEKRA informera le client de toutes mesures préalables et/ou d'accompagnement nécessaires à la production de sa mission selon les règles de l'art, et conformément à la réglementation applicable.

Ces préalables et/ou mesures d'accompagnement sont à la charge du client et constituent des conditions essentielles de la prestation. En conséquence, DEKRA ne saurait être tenu responsable au cas où leur absence serait à l'origine d'un quelconque dommage.

La responsabilité de DEKRA, ne saurait être engagée au-delà de 5 fois le montant des prestations encaissées au titre de la mission qui lui a été confiée sans pouvoir dépasser 1 million d'euros.

Art. 6 – Dématérialisation et validation électronique

Les Parties conviennent que l'écrit sous forme électronique est admis comme support probant au même titre que l'écrit sur support papier. Dans ce sens, le client reconnaît expressément la valeur probante de toute indication de validation émanant du personnel autorisé, apposée par DEKRA sur tous ses documents.

Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de DEKRA dans des conditions de sécurité conformes à l'état de l'art, seront considérés comme les preuves des communications, des commandes et des paiements intervenus entre les Parties.

L'archivage des accords, des contrats, des factures et des documents est effectué sur un support fiable et durable pouvant être consulté en permanence.

Dans le cadre de notre politique de développement durable et pour une meilleure réactivité, rapports, compte rendus et notes seront par principe transmis exclusivement par voie électronique.

Art. 7 – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, DEKRA est susceptible de collecter des données personnelles relatives soit à ses contacts au sein de l'entreprise soit à la population de personnes physiques objet des prestations commandées par le client.

Il est appelé qu'en tant que commanditaire des prestations, le client est responsable des traitements mis en œuvre par DEKRA étant « sous-traitant » au sens du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

7.1 – Obligations de DEKRA

En conséquence de ce qui précède, DEKRA s'engage à traiter lesdites données personnelles dans le respect de cette réglementation, et à cet égard, s'engage à :

- ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions expresses du client et aux finalités liées à l'objet des prestations,
- préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles dès lors qu'il procède à leur collecte ou leur enregistrement dans le cadre de l'exécution du contrat,
- ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles en exécution des prestations dès lors que ceux-ci sont expressément énumérés en annexe du contrat et portés à la connaissance des personnes concernées par le client,
- n'effectuer aucun transfert de données personnelles en dehors du territoire de l'Union Européenne, hormis vers des pays tiers présentant un niveau de protection adéquat au sens des autorités de contrôle ou vers un sous-traitant autorisé par le client et signataire des clauses contractuelles types édictées par les autorités européennes,
- mettre en place tout système de sécurisation des données qui serait requis soit en raison d'une analyse d'impact menée par le client en tant que responsable du traitement soit en raison d'une législation spécifique imposant de recourir à des modalités déterminées de conservation des données,
- alerter sans délai le client en cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée de données personnelles collectées dans le cadre du contrat, afin de permettre au client d'alerter les personnes concernées et de se conformer à ses obligations au sens de la réglementation susmentionnée.

7.2 – Obligations du client

Il est appelé qu'il appartient au client, en tant que responsable du traitement, de recueillir tout consentement nécessaire auprès des personnes physiques concernées, en corrélation avec les finalités poursuivies. En outre, les personnes concernées disposent sur les données personnelles les concernant des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition, et peuvent à tout moment révoquer les consentements aux traitements. Les personnes concernées seront susceptibles de faire valoir leurs droits directement auprès du client, qui s'engage à y faire droit dans les délais réglementaires et pour cela à en informer DEKRA si sa contribution devait s'avérer nécessaire.

DEKRA s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande du client, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie, au terme de l'exécution de ses prestations ou au terme de ses délais de conservation tels que mentionnés dans sa politique générale de gestion des données personnelles, toute donnée personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

Art.8 – Communication par le client des résultats des interventions de DEKRA à des tiers

Il ne peut être fait état, par le client au profit de tiers, des interventions de DEKRA que par publication ou communication « in extenso » des résultats des dites interventions.

Il ne peut être fait état à titre publicitaire ou commercial, de l'intervention de DEKRA sans l'accord préalable express de celui-ci sur le principe et le libellé de ladite publicité.

Art. 9 – Non Usage de la marque DEKRA

Aucun usage de la marque DEKRA n'est concédé (en dehors de la reproduction intégrale des rapports émis par DEKRA).

Toute clause contraire sera réputée non écrite, il ne pourra donc être dérogé à ce principe.

Art.10 – Non usage des marques de reconnaissance externe

Par ailleurs si la prestation est réalisée sous le couvert de l'accréditation aucun usage de la marque d'accréditation, n'est autorisé (en dehors de la reproduction intégrale des documents émis, notamment les rapports).

Art 11 – Imprévision

Le présent contrat est conclu sur la base de données économiques, légales, commerciales et monétaires actuellement en vigueur. Si, par suite de l'évolution de ces données, l'équilibre du contrat était bouleversé au point d'en rendre l'exécution excessivement onéreuse pour l'une des parties, celle-ci pourrait solliciter de l'autre la renégociation du contrat. Cette demande est possible alors même que le changement de circonstances lui serait en partie imputable, sans que puisse toutefois lui être reprochée une faute quelconque. Elle s'opère par lettre recommandée avec accusé de réception relatant l'ensemble des données chiffrées qui en justifient le bien-fondé.

Chaque partie s'engage alors à renégocier le contrat de bonne foi, de manière à parvenir à un accord. Dans tous les cas, la révision du contrat n'opérera qu'un aménagement des conditions du contrat initial, sans aucune portée novatoire. Pendant toute la durée de ce processus, le contrat se poursuit aux conditions initialement définies.

Art 12 – Résiliation

En cas de manquement grave de l'une des parties à l'une quelconque des obligations contractuelles mise à sa charge, tout contrat les liant pourra être résilié à l'issue d'une mise en demeure restée infructueuse durant trente jours notifiée par la partie lésée par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans le prolongement de la résiliation et quelque en soit la raison, le client doit procéder, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de résiliation, au paiement complet de toutes les sommes dues à DEKRA.

Art. 13 – Attribution de juridiction

En cas de contestation entre les parties, celles-ci conviennent que le litige sera porté devant les tribunaux du siège de la société DEKRA.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTION POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE D'UNE CONSTRUCTION (CGI-CTC)

SOMMAIRE

PRÉAMBULE - OBJET DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES

TITRE 1 - MODALITÉS GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Principes généraux d'intervention	Article 1
Mission du contrôleur technique	Article 2
Modalités générales d'intervention	Article 3
Agrément ministériel	Article 4
Responsabilité	Article 5
Réclamations et Appels sur décision	Article 6

TITRE 2 - MODALITÉS SPÉCIALES D'INTERVENTION

Objet des conditions spéciales	Article 1
--------------------------------	-----------

PRÉAMBULE

OBJET DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales sont applicables aux missions de contrôle technique visées à l'article L. 125-1 du code de la construction et de l'habitation. Elles définissent :

Les modalités générales d'intervention applicables à l'ensemble des missions ;
Les modalités spéciales d'intervention, propres à chaque mission de contrôle technique.

TITRE 1 MODALITÉS GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Article 1 - Principes généraux d'intervention

L'intervention du contrôleur technique s'appuie sur les dispositions de la norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction et expressément reprises ci-après.

Les conditions d'exercice de la mission font référence aux dispositions complémentaires ou aux aménagements apportés par les présentes conditions générales et, le cas échéant, par les autres pièces constitutives du contrat.

Article 2 - Mission du contrôleur technique

2.1. La nature de la mission de contrôle technique est fixée dans les conditions particulières du contrat. La nomenclature et la classification des missions sont celles définies à l'article 5 de la norme NF P 03-100 et rappelées ci-après.

2.1.1. Missions de base

Les missions de base peuvent être de deux natures :

Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;

Mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions. La mission est dénommée SH lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation, STI lorsqu'elle porte sur des immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels et SEI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH).

2.1.2. Missions complémentaires

Les missions complémentaires peuvent être de plusieurs natures :

Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ;

Mission PSE relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes affectées par les travaux neufs,

Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;

Mission F relative au fonctionnement des installations ;

Mission Ph relative à l'isolation acoustique. La mission Ph applicable aux bâtiments d'habitation est dénommée Phh. La mission

Ph applicable aux bâtiments autres qu'à usage d'habitation est dénommée Pha ;
Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
Mission Brd relative au transport des brancards dans les constructions ;
Mission LE relative à la solidité des existants ;
Mission Av relative à la stabilité des ouvrages avoisinants ;
Mission GTB relative à la gestion technique des bâtiments ;
Mission ENV relative à l'environnement ;

• Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions ; la mission est dénommée HYSh lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation et HYSa lorsqu'elle concerne des bâtiments autres que d'habitation ;

• Mission CO de coordination des missions de contrôles dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques ;

Cette liste ne présente pas un caractère limitatif.

2.2. Les seuls aléas techniques pris en compte par le contrôleur technique sont ceux visés par les missions retenues par le maître de l'ouvrage et citées dans les conditions particulières du contrat. Ils concernent les constructions achevées.

La mission ne s'étend pas aux aléas ni aux ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions.

2.3. Indépendamment des missions de contrôle technique, le contrôleur technique peut exercer, à la demande du maître de l'ouvrage, des missions d'inspection, d'assistance technique ou autres prestations de services intellectuels.

Article 3 - Modalités générales d'intervention

3.1. La réalisation des missions de contrôle technique intervient dans les conditions fixées par la norme NF P 03-100, et par les dispositions suivantes.

3.2. Le contrôleur technique donne son avis sur l'ouvrage sur la base d'une analyse de risques au regard d'une part, du référentiel des missions qui lui sont confiées et, d'autre part des informations techniques portées à sa connaissance par le maître d'ouvrage. En conséquence, il n'appartient pas au contrôleur technique de procéder à un examen exhaustif des documents émis par les concepteurs, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises.

3.3. Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à :

Informé tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans le contrat de contrôle technique ;

Remettre ou faire remettre au contrôleur technique, sur support papier et en langue française, tous documents utiles à l'exercice de sa mission, dans un délai compatible à l'accomplissement de la mission ;

Signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous incidents, modifications ou circonstances susceptibles d'avoir une

incidence sur l'exercice de sa mission et notamment lui communiquer les sujétions d'exploitation de l'ouvrage, telles celles relatives aux hypothèses de charges d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation ;
Prendre toutes dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toute difficulté qui ferait obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

3.4. L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux, ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises, tels que grues, engins de chantier, échafaudage. Les travaux préparatoires tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions, mesures conservatoires avant exécution, ne relèvent pas de la mission du contrôleur technique.

3.5. Le contrôleur technique ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des mètres des ouvrages et éléments d'ouvrage ni des cotes relatives à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.

3.6. La mission du contrôleur technique ne porte pas :

Dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation : sur les ouvrages et éléments d'équipement existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci, ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux ;
Sur les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation de locaux ;
Sur les biens meubles ;
Sur la contamination fongique et biologique des isolants.

3.7. Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

L'avis du contrôleur technique porte sur les ouvrages et éléments d'équipement tels qu'ils se présentent lors des opérations de contrôle. Le contrôleur technique ne saurait, de ce fait, être engagé par les modifications ultérieures.

3.8. Le contrôleur technique n'est pas tenu de s'assurer de la véracité des informations contenues dans les rapports, procès-verbaux ou certificats qui lui sont remis.

Les fournitures (logiciels, appareils et ensembles installés en l'état) sont réputées capables des performances répertoriées dans les fiches techniques établies et fournies par les constructeurs.

La preuve des caractéristiques des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui leur sont applicables doit être apportée au contrôleur technique.

Cette preuve doit tenir compte de l'incorporation de ces matériaux et éléments

de construction dans l'ouvrage, eu égard à leurs conditions de mise en œuvre et aux exigences et contraintes auxquelles ce dernier est assujéti.

3.9. Les aménagements spécifiques des activités professionnelles visés à l'article 4.2.7 de la norme NF P 03-100 s'entendent notamment des équipements industriels mus mécaniquement ou manuellement, tels que machines, ponts-roulants, ponts-élévateurs, chaînes de convoyage, des équipements sportifs, des installations scéniques, manèges et attractions de loisirs ainsi que des éléments d'équipement, appareils et installations dont la destination est propre à l'activité exercée dans la construction.

3.10. Le maître de l'ouvrage s'engage à ne faire appel qu'à des constructeurs titulaires, au titre de l'activité pour laquelle il signe avec eux un contrat de louage d'ouvrage, d'une police d'assurance garantissant leur responsabilité conformément à l'article L.241-1 du code des assurances, relatif à l'assurance de responsabilité obligatoire.

3.11. Il n'appartient pas au contrôleur technique de s'assurer que ses avis sont suivis d'effet, et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires pour la suppression des anomalies signalées.

3.12. Le maître de l'ouvrage autorise le contrôleur technique à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices ; il l'autorise également à adresser, le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports directement aux intervenants intéressés.

3.13. Il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, des avis émis par le contrôleur technique que par publication ou communication « in extenso » ; il ne peut, non plus, être fait état, à titre publicitaire, de l'intervention du contrôleur technique, sans l'accord préalable de celui-ci sur le principe et le libellé de ladite publicité.

3.14. La mission du contrôleur technique s'achève à la remise du rapport final. Le contrôleur technique n'est pas tenu de conserver les pièces techniques et documents qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Les correspondances, rapports de contrôle et, d'une manière générale, les documents établis par le contrôleur technique ne sont pas conservés au-delà d'un délai de 10 ans après l'achèvement de la mission.

3.15. La participation du contrôleur technique à une plateforme collaborative destinée aux échanges documentaires au cours de l'opération est subordonnée à la capacité de ladite plateforme à répondre aux exigences spécifiques de la mission de contrôle technique. Dans tous les cas, les coûts liés à cette participation font l'objet d'une facturation complémentaire. Les rapports et avis par lesquels le contrôleur technique rend compte de sa mission sont établis et adressés au maître d'ouvrage sur support papier et/ou par envoi sous forme numérisée selon le choix retenu dans la convention. Cette dernière précise la forme du support qui vaudra preuve.

3.16. Le contrôleur technique est tenu à une obligation de discrétion portant sur les informations et les documents dont il a communication à titre confidentiel, au cours du déroulement de sa mission.

3.17. Lorsque le projet prévoit la mise en œuvre d'une solution d'effet équivalent au sens de l'article L. 112-6 du CCH, en alternative à des prescriptions réglementaires, celle-ci est exclue des missions de contrôle technique visant ce domaine réglementaire durant les phases de conception, document d'exécution et réalisation.

L'étude d'impact et l'attestation de réalisation de l'objectif établie par l'attesteur prévu à l'article L. 112-9 du CCH ainsi que le résultat de la mission d'attestation de la mise en œuvre de la solution d'effet équivalent prévue à l'article L. 112-10 du CCH doit être transmis au contrôleur technique par le maître d'ouvrage. La fourniture de ces éléments conditionne la conclusion des missions de contrôle technique concernées.

3.18. L'utilisation de matériaux de réemploi au sens de l'article 51 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 doit être expressément signalée par le maître d'ouvrage au contrôleur technique.

La qualification d'un matériau de récupération en vue de son réemploi éventuel ne fait pas partie de la mission du contrôleur technique.

Le contrôleur technique ne se substitue pas aux constructeurs (maître d'œuvre, architecte, entreprise) pour apprécier la capacité des produits réutilisés ou réemployés à être incorporés dans l'ouvrage, ce qui relève des vérifications techniques qui incombent à ces derniers au sens de l'article R. 125-19 du CCH.

3.19. Lorsque le respect d'une disposition réglementaire est obtenu par le recours à des travaux ultérieurs éventuels, ceux-ci ne font pas l'objet de la mission de contrôle technique.

3.20. L'examen des dispositions constructives et réglementaires concernant les travaux réservés par l'acquéreur d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement prévus à l'article R 261-13-1 du code de la construction et de l'habitation ne relève pas de la mission de contrôle technique.

Article 4 - Agrément ministériel

Le contrôleur technique déclare être titulaire de l'agrément ministériel, visé à l'article L. 125-3 du code de la construction et de l'habitation, correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées. Il s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande.

Article 5 – Responsabilité

La responsabilité de contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis.

La responsabilité du contrôleur technique s'apprécie dans les limites des missions

définies par le contrat le liant au maître d'ouvrage.

Dans les cas où les dispositions de l'article L. 125-2 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables, elle ne saurait être engagée au-delà de deux fois le montant des honoraires perçus par le contrôleur technique au titre de la mission pour laquelle sa responsabilité serait retenue.

Art. 6 – Réclamations et Appels sur décision

Notre processus de traitement des réclamations et appels sur décision est mis à disposition des parties intéressées sur demande

6.1 : Réclamations

En cas de problème relatif à l'activité de DEKRA, le client ou toute personne intéressée peut adresser à DEKRA une réclamation par tout moyen qu'il juge approprié. Pour les besoins du traitement de la réclamation, DEKRA pourra demander au client de fournir par écrit des éléments pour motiver sa réclamation.

Le traitement d'une telle réclamation se fera, en toute hypothèse de façon non discriminatoire.

6.2 : Appels sur décision

Tout client en désaccord avec un avis formulé (par la personne réalisant l'inspection et engageant DEKRA) peut faire appel dudit avis auprès de l'agence DEKRA avec laquelle il a contracté. Cet appel doit être adressé au responsable de l'agence DEKRA par courriel ou par courrier. Le client doit préciser le(s) point(s) de désaccord et apporter les éléments factuels qui justifieraient, de son point de vue, une modification de l'avis DEKRA.

La réponse apportée au client sera validée obligatoirement par une personne autre que celle ayant réalisée l'inspection

TITRE 2 MODALITÉS SPÉCIALES D'INTERVENTION

Article 1 - Objet des conditions spéciales

Les conditions spéciales définissent les modalités d'exécution des missions usuelles de contrôle technique.

Chaque mission prévue au contrat, parmi toutes les missions de contrôle technique listées à l'article 2 des présentes CGI et pouvant être proposées au maître d'ouvrage, fait l'objet d'une fiche distincte, également jointe en annexe.

Mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement

L- 2021 10 7

Page 1 / 1

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par FILIANCE.

1. Mission

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipements indissociables qui la constituent.

Ne relève pas de la présente mission mais peut faire l'objet, à la demande du maître de l'ouvrage, de missions complémentaires, la prise en compte :

- Des risques naturels présentant un caractère exceptionnel tels que tempêtes, séismes, inondations, avalanches,
- Des risques technologiques,
- Des risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol dans le cas d'exploitation minière en fonctionnement ou dans le cas d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers en sous-sol.

2. Equipements, installations, ouvrages, ou biens concernés

La mission L porte, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des voies piétonnières et des couches d'usure des chaussées) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

3. Limites

Dans l'exercice de sa mission, le contrôleur technique ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux et aux méthodes d'exécution.

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables, neufs et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants. Cet examen comprend les prestations suivantes :

- L'examen des renseignements fournis par le maître de l'ouvrage sur les existants ;

- L'examen visuel de l'état apparent des existants dans les conditions normales d'accessibilité lors de la visite du contrôleur technique ;
- L'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le maître de l'ouvrage.

L'intervention du contrôleur technique ne comprend ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux des existants, ni le contrôle de la solidité des existants lequel relève de la mission LE.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

Dans le cas de travaux de reprise en sous-œuvre d'un ouvrage existant ou avoisinant, le contrôle technique desdits travaux n'est pas effectué au titre de la mission L mais, selon le cas, d'une mission relative à la solidité des existants (mission LE) ou d'une mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants (mission Av).

4. Missions complémentaires

La mission peut être complétée par d'autres missions telles que les missions P1, PS, PS-E, LE et Av.

Mission LE relative à la solidité des existants

LE – 2015 05 4

Page 1 / 1

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par le Coprec Construction.

1. Mission

La mission LE constitue le complément de la mission L ou LP pour les bâtiments faisant l'objet d'une rénovation, réhabilitation ou transformation.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

2. Obligations du client

Le maître de l'ouvrage s'engage à fournir au contrôleur technique tous les renseignements, justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages existants, notamment les constats d'état des lieux et les résultats des études de diagnostic effectuées.

3. Limites

L'intervention du contrôleur technique comprend l'examen visuel de l'état apparent des existants mais ni le diagnostic préalable des existants ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par le FILIANCE.

1. Mission

La mission PS vient en complément des missions L et S pour les constructions de bâtiments visés à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique des bâtiments à risque normal au sens de l'article R.563-3 du code de l'environnement relatif à la prévention du risque sismique.

La mission du contrôleur technique comprend, lorsqu'elle est requise, l'établissement des attestations en phase permis de construire et achèvement de travaux définis aux articles R.431-16- e et R.462-4 du code de l'urbanisme.

2. Référentiel

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission PS est constitué par les dispositions techniques découlant de l'Arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments à risques normal.

3. Equipements, installations, ouvrages, ou biens concernés

Seuls les ouvrages et éléments d'équipement expressément visés par la réglementation parasismique et pour lesquels un texte approprié précise les dispositions techniques prises en application de la réglementation parasismique sont examinés dans le cadre de la mission PS.

4. Limites

Les bâtiments relevant du risque spécial au sens de l'article R 563-6 du code de l'environnement relèvent d'une mission spécifique.

Le contrôle des dispositions préventives visant le maintien de la fonctionnalité du bâtiment n'est pas compris dans la mission.

Dans le cas de travaux dans un bâtiment existant, la vérification de la capacité dudit bâtiment à supporter les travaux envisagés, et l'influence de ceux-ci sur sa vulnérabilité au séisme ne font pas partie de la mission PS mais peuvent faire l'objet de missions particulières sur demande du maître d'ouvrage.

5. Mission complémentaire

La mission peut être complétée par la mission PS-E.

Mission SH relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation

SH – 2021 10 4

Page 1 / 2

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par FILIANCE.

1. Mission

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission SH, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, énumérées à l'article 4.3 ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SH, la solidité n'est pas contrôlée.

2. Domaine d'intervention

La mission SH porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage ;
- Les installations électriques (courants forts) ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air ;
- Les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les installations de stockage, distribution et utilisation d'hydrocarbures liquides,
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs et les ascenseurs de charges ;
- Les portes automatiques de garages ;
- Les garde-corps et fenêtres basses.

3. Référentiel

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission SH est constitué par les dispositions techniques figurant dans les documents suivants (sous réserve des dispositions de l'article 4.4 ci-après) :

- Arrêté du 31/01/86 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 23/02/2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes ;
- Arrêté du 03/08/2016 relatif aux installations électriques
- Arrêté du 23/06/78 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/68 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquides et Arrêté du 01/07/04 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers ;
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation

des installations classées ou des immeubles recevant du public ;

- Arrêté du 22/10/69 relatif aux conduits de fumée ;
- Arrêté du 23/02/2009 pris pour l'application des articles R. 153-2 à R. 153-8 du code de la construction et de l'habitation (CCH) relative à la prévention des intoxications par le monoxyde de carbone ;
- Décret 2016-550 du 3/05/2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R. 134-55 et R. 134-56 du code de la construction et de l'habitation (CCH) relatifs aux portes automatiques de garage ;
- Arrêté du 9/08/2006 relatif à l'application de l'article R. 134-55 du code de la construction et de l'habitation (CCH) ;
- Article R. 134-59 du code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif aux garde-corps et fenêtres basses.

4. Exercice de la mission

4.1. La vérification des ouvrages au regard de la réglementation des installations classées (code de l'environnement Livre V – Titre 1er et décrets d'application) ne fait pas partie de la mission SH mais peut faire l'objet d'une mission particulière sur demande du maître de l'ouvrage.

4.2. Pour les locaux qui, bien qu'inclus dans les bâtiments d'habitation, ne sont pas destinés à l'usage d'habitation (commerces...), la mission SH ne comprend pas de vérifications au regard des réglementations spécifiques qui leur sont applicables.

A la demande du maître d'ouvrage ces vérifications peuvent être réalisées dans le cadre des missions particulières.

4.3. Le maître de l'ouvrage est réputé avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires. Il doit adresser au contrôleur technique la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales de sécurité à respecter, dans la mesure où elles intéressent la sécurité des personnes à l'intérieur de la construction, objet du présent contrat.

4.4. En ce qui concerne les installations électriques dans les immeubles d'habitation non assujettis au contrôle obligatoire en application de l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation, la mission SH comporte exclusivement le contrôle des documents de conception.

Que l'immeuble soit ou non assujetti au contrôle obligatoire, la vérification avant mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL ne fait pas partie de la mission SH mais peut faire l'objet d'une mission particulière.

En ce qui concerne les ascenseurs, la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application du décret 2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ni la vérification de conformité de l'installation

Mission SH relative à la sécurité des personnes dans les bâti

aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs induites par la loi 2003-590 urbanisme et habitat.

4.5. En ce qui concerne les installations de gaz combustible, la mission SH ne consiste pas :

- Au contrôle des installations prévu par l'article 22 de l'arrêté du 23 février 2018 ;
- A valider en tant qu'entité le protocole de mise en service du 3CEp et d'installation et de mise en service des chaudières associées par référence à l'article 20 de l'arrêté du 23 février 2018 et à l'annexe 5 du guide Thématique « EVAPDC - EVAcuation des Produits De Combustion ».

5. Autres missions

5.1. A la demande du maître de l'ouvrage, la mission peut être complétée par d'autres missions de contrôle technique relevant des conditions générales de la présente convention, telles que les missions PS, GTB, ENV, HYSH ou BRD. Dans ce cas, elles sont expressément mentionnées dans les conditions particulières ou dans un avenant à la présente convention.

5.2. Ne relèvent pas de la mission SH mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, du gérant d'immeubles ou d'installateurs, les prestations suivantes :

- Missions relatives à la prévention des explosions par références aux articles R.4227-42 à R.4227-54 du code du travail ;
- Mission relative à la protection contre les rayonnements ionisants ;
- Mission relative à la sécurité des portails automatiques.

Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

SEI – 2022 10 9

Page 1 / 3

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par FILIANCE.

1. Mission

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission SEI sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, visées ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SEI, la solidité n'est pas contrôlée.

Le référentiel, par rapport auquel s'exerce la mission SEI, est constitué par les dispositions techniques figurant dans les textes réglementaires suivants, d'une part :

Les arrêtés du 25/06/80 modifié et du 22/06/90 modifié portant application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ou l'arrêté du 30/12/2011 modifié portant application du règlement de sécurité pour la construction des IGH ;

- Les prestations réalisées à ce titre sont définies à l'article 2 ci-après ;
- D'autre part, les textes réglementaires énumérés à l'article 3.1 ci-après ;
- Les prestations réalisées à ce titre sont définies à l'article 3 ci-après.

2. Prestations réalisées au regard du règlement de sécurité ERP ou IGH

2.1. Etendue de la mission

La mission comprend :

- Des prestations de contrôle technique pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire de l'agrément nécessaire délivré par le ministre chargé de la construction dans les conditions fixées à l'article R. 125-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Des prestations de vérifications techniques pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire des agréments nécessaires délivrés par le ministre de l'intérieur et les ministres intéressés dans les conditions fixées, pour les établissements recevant du public (ERP), à l'article R.143-34 et, pour les immeubles de grande hauteur (IGH), à l'article R.146-20 du code de la construction et de l'habitation.

La mission peut comporter au cours de l'année de garantie de parfait achèvement (GPA), le cas échéant :

- Des actes d'information dans le cadre de la vérification technique VRAT prévue à GE8 §1 pour les ERP et à GH5 §2 pour les IGH; ces actes d'information sont alors formalisés sous la forme d'un certificat d'inspection au sens du §7.4 de la norme NF EN ISO 17020, avec référence au RVRAT déjà établi.

2.2. Domaine d'intervention

La mission porte, dans la mesure où ils font partie des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipement visés, du point de

vue de la sécurité des personnes, par le règlement de sécurité ERP ou le règlement de sécurité IGH.

La mission s'étend aux aménagements mobiliers et équipements spécifiques des activités professionnelles qui sont visés par lesdits règlements de sécurité. Cette extension de mission s'applique aux seuls aménagements et équipements expressément énumérés dans les conditions particulières de la convention.

2.3. Actes d'information

Le contrôleur technique rend compte de son intervention dans les conditions fixées à l'article 4.2.5.2 de la norme NF P 03-100.

En complément, un rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) est établi :

- Pour les ERP des quatre premières catégories et de 5ème catégorie avec locaux à sommeil au sens du règlement de sécurité ERP sous la forme définie par l'appendice de la section 2 des articles GE dudit règlement ;
- Pour les IGH sous la forme du rapport de vérification prévu par l'appendice de l'article GH 5 de l'Arrêté du 30/12/2011 modifié.

Il est rappelé que le maître de l'ouvrage est tenu de produire le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) avant la visite de la Commission de Sécurité préalable à l'ouverture de l'ERP ou à l'occupation de l'IGH.

Pour lui permettre d'établir en temps utile le rapport de vérifications réglementaires après travaux, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au contrôleur technique ou à lui faire communiquer, au plus tard 15 jours avant la date de transmission dudit rapport à la Commission de Sécurité, les justificatifs nécessaires à l'exercice de sa mission (tels que certificats et procès-verbaux apportant la preuve des qualités de comportement au feu des matériaux et éléments de construction) et qui ne lui auraient pas encore été transmis.

2.4. Précisions complémentaires

La vérification, par rapport à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (code de l'environnement Livre V – Titre 1er et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, ne fait pas partie de la mission SEI mais peut faire l'objet d'une mission particulière ENV sur demande du maître d'ouvrage.

Toutefois, pour les installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isolements et les intercommunications sont examinées au titre de la mission SEI.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire. La participation aux réunions de travail, en vue de l'établissement de ladite notice par les constructeurs, peut faire l'objet d'une mission particulière sur demande du maître de l'ouvrage.

Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans le**3. Prestations réalisées au regard des autres textes réglementaires****3.1. Référentiel**

Le référentiel par rapport auquel s'exercent les prestations de contrôle technique est constitué par les dispositions techniques figurant dans les textes réglementaires suivants :

- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R 4215-1 à R 4215-17 du code du travail, relatifs aux installations électriques ;
- Arrêté du 23/06/78 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/68 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquides et Arrêté du 01/07/04 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23/02/2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/79 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/69 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R.4214-15 et R.4214-16 du code du travail, limités aux ascenseurs, ascenseurs de charge, escaliers mécaniques et trottoirs roulants ; décret 2016-550 du 3 mai 2016 et décret n° 2008 -1156 du 7 novembre 2008 ;
- Articles R.4214-7, R.4214-8, R.4224-9 ; R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-20 et R.4214-21 du code du travail relatifs aux quais de chargement ;
- Décrets des 02/04/26, 18/01/43 et 13/12/99 relatifs aux appareils sous pression de gaz et de vapeur.

3.2. Domaine d'intervention

La mission porte, dans la mesure où ils font partie des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipement visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par les textes réglementaires énumérés à l'article 3.1 ci-avant.

En ce qui concerne les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz, il est précisé que, pour la conformité des appareils, l'intervention du contrôleur technique consiste à s'assurer de l'existence de la preuve de cette conformité par le marquage approprié.

3.3. Actes d'information

Le contrôleur technique rend compte de son intervention dans les conditions fixées à l'article 4.2.5.2 de la norme NF P 03-100.

4. Autres missions**4.1.**

A la demande du maître de l'ouvrage, la mission SEI peut être complétée par d'autres missions de contrôle technique relevant des conditions générales de la présente convention, telles que les missions PS, F, GTB, ENV, HYSa. Dans ce cas, elles sont expressément mentionnées dans les conditions particulières ou dans un avenant à la présente convention.

4.2.

Ne relèvent pas de la mission SEI mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, du chef d'établissement ou d'installateurs, les prestations suivantes :

- Vérifications techniques avant mise sous tension des installations électriques, nécessaires en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par les Articles D.342-18 à D.342-21 du Code de l'Energie (Décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972). Ces vérifications relèvent d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande des entreprises installatrices ;
- Vérification initiale des installations électriques prescrite à l'article R.4226-14 du code du travail. Cette vérification relève d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande du chef d'établissement ;
- Contrôle et/ou vérification technique des ouvrages, éléments d'équipement ou aménagements mobiliers réalisés par une personne autre que le maître de l'ouvrage cocontractant, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement au public ou l'occupation de l'IGH. Ces prestations relèvent d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande de l'exploitant de l'ERP ou des occupants de l'IGH agissant en qualité de maître de l'ouvrage de ces ouvrages, éléments d'équipement ou aménagements mobiliers ;
- Vérifications au regard de règles établies par les assureurs, telles que règles APSAD ;
- Vérifications avant épreuve ou avant mise en service des appareils sous pression de gaz ou de vapeur ;
- Contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants en application du décret 2016-550 du 3 mai 2016 et du décret n° 2008 -1156 du 7 novembre 2008 ;
- Vérifications initiales des générateurs sans présence humaine ;
- Vérifications avant mise en service des appareils de levage ;
- Vérifications des nacelles de nettoyage ;
- Vérifications de l'état de conformité des équipements de travail (appareils de levage et machines) ;
- Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...);
- Vérifications des équipements sportifs et de loisirs et des aires de jeux ;
- Vérifications des chambres funéraires et crématoriums ;
- Vérifications techniques imposées par la réglementation en cours d'exploitation de l'ERP ou pendant l'occupation

Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

SEI – 2022 10 9

Page 2 / 3

des locaux de l'IGH. Ces prestations relèvent de missions particulières qui peuvent être effectuées à la demande de l'exploitant de l'ERP ou des occupants de l'IGH ;

- Missions relatives à la prévention des explosions par référence à l'article R.4216-31 du code du travail ;
- Attestations et vérifications relatives aux communications radioélectriques dans les ERP.
- Vérification de conformité de l'installation aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs induites par la loi 2003-590 urbanisme et habitat.

Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâ

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par FILIANCE.

1. Mission

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relatives à l'isolation acoustique des bâtiments autres que d'habitation. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les nuisances phoniques générées par l'ouvrage à son environnement ni sur sa protection contre les bruits de voisinage

2. Obligations du client

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires. Le maître d'ouvrage communique également les justificatifs et les procès-verbaux des essais établis selon les normes en vigueur par des laboratoires et/ou des bureaux d'études spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction

3. Limites

Ne relève pas de la présente mission :

- La réalisation de mesures acoustique.
- L'examen des ouvrages et éléments d'équipement par référence à des prescriptions relatives à la délivrance d'un label ;
- La fourniture de l'attestation visée aux articles R. 122-32 à R. 122-35 du code de la construction et de l'habitation ainsi que l'établissement des constats et essais nécessaires à son établissement

Il est précisé qu'en l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires.

4. Mission complémentaire

La mission peut être complétée par les missions ATTACO1, ATTACO2 et ATTACO3.

Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par FILIANCE

1. Mission

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable et de mobilité des occupants interne au bâtiment, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- Le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- Le cas échéant les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle, définis par la ou les réglementations thermiques appliquées au projet : ceux relatifs au bâti Ubat/BBio, les coefficients Cep, et pour le confort d'été DH ou Tic ;
- La qualité des données prises en compte dans les calculs de ces coefficients.

2. Référentiel

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission Th en France métropolitaine est constitué par les dispositions techniques figurant dans les documents suivants :

- Articles R.172-1 à R.172-3 et R.172-10 du code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages neufs ;

- Articles R.173-1 à R.173-3 du code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation.

3. Obligations du client

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer :

- Le récapitulatif standardisé d'étude thermique simplifié et l'attestation relative à la prise en compte de la réglementation thermique prévue aux articles R.122-22 ou R.122-24-1 suivant le type de bâtiment, établie par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage et jointe à la demande de permis de construire ;
- Les documents de conception et d'exécution des ouvrages précisant l'implantation des équipements et locaux ainsi que leur destination, les spécifications techniques des ouvrages, matériaux et systèmes, les notes de calcul de la performance énergétique réglementaire (sous forme papier et au format informatique prévu par la réglementation) ainsi que les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage, la régulation et la programmation ;
- La justification, dans les conditions prévues par la réglementation, des caractéristiques thermiques des produits et équipements mis en œuvre, et des caractéristiques géométriques de l'ouvrage.

4. Limites

Le maintien dans le temps du niveau de performance énergétique réglementaire n'est pas contrôlé au titre de la présente mission.

L'adaptabilité de l'ouvrage à la mise en place d'un système de chauffage utilisant une énergie autre que celle d'origine n'est pas contrôlée au titre de la présente mission.

Les essais et mesures nécessaires à la vérification de la performance du bâti ou des équipements, et notamment les essais de perméabilité à l'air, ne sont pas prévus dans la présente mission.

Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité de l'ouvrage à respecter les objectifs réglementaires.

La mission ne porte pas sur l'impact sur le changement climatique de l'ouvrage, de ses composants comme de ses consommations énergétiques.

La performance réelle des systèmes et équipements, intégrés ou non, produisant ou stockant de l'énergie ou alimentant l'ouvrage en énergie, et des parties d'ouvrage concourant à la performance énergétique réelle n'est pas non plus visée.

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation d'un ouvrage existant, les vérifications portent sur les ouvrages et éléments d'équipements neufs

Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Th –

Page 2 / 2

et existants. Pour la partie existante non modifiée par les travaux, les vérifications ne portent que sur les justificatifs fournis pour le calcul des coefficients réglementaires.

La mission Th ne se substitue pas à une mission de commissionnement dans le cadre d'une démarche de garantie de la performance énergétique intrinsèque de l'ouvrage.

5. Missions complémentaires

A la demande du maître de l'ouvrage, la mission Th peut être complétée par d'autres prestations telles que la mission F appliquée à certaines installations.

Ne relèvent pas de la mission Th mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, les prestations suivantes :

- L'établissement de l'attestation prévue à l'art R.122-24 du CCH ou R.122-24-3 suivant le type de bâtiment, que le maître d'ouvrage doit fournir à l'achèvement des travaux, relative à la prise en compte de la réglementation thermique ;
- La vérification technique relative à la performance environnementale réglementaire liée à la construction des bâtiments neufs.
- La mesure de la perméabilité à l'air d'un bâtiment neuf,
- L'examen d'une solution technique préalablement à la demande d'agrément technique ;
- La réalisation d'essais et mesures en vue, notamment, de vérifier les performances obtenues ;
- La vérification des ouvrages et éléments d'équipement par référence à un label ou à une certification de performance énergétique ou environnementale ;
- La réalisation ou la vérification du diagnostic de performance énergétique prévue à l'article L.126-26 du CCH ;
- La vérification de « l'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie » prévue aux articles R.122-1, R.122-2, R.122-2-1 suivant le type de bâtiment ou R.122-3 (dans le cas d'ouvrage rénové) du CCH ;
- La vérification des exigences permettant le dépassement du coefficient d'occupation des sols ou des règles de constructibilité prévues aux articles R.171-1 à R.171-4 du CCH.

Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par FILIANCE.

1. Mission

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

2. Limites

Dans le cas de travaux évolutifs introduits par l'article R162-4 du CCH, la mission se limite au constat de l'existence d'un programme décrivant les travaux simples permettant ces aménagements ultérieurs.

L'arrêté du 27 décembre 2018, relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, ne fait pas partie du référentiel pris en compte dans le cadre de la mission HAND.

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet d'une prestation complémentaire :

- les vérifications nécessaires à l'établissement de l'attestation finale prévue à l'article L 122-9 du code de la construction et de l'habitation ainsi que la remise de la dite attestation;
- l'examen de la prise en compte des règles d'accessibilité (visibilité du logement, réversibilité des aménagements par des travaux simples), définies par l'arrêté du 24/12/2015 modifié lorsque les logements font l'objet de travaux modificatifs de l'acquéreur (TMA) dans les bâtiments d'habitation.

3. Missions complémentaires

A la demande du client, DEKRA est en mesure de proposer notamment les missions complémentaires :

- **ATTAXES** : Vérification après travaux soumis à permis de construire et établissement de l'attestation d'accessibilité handicapées.
- **PREPAXS** : Assistance technique pour la préparation des opérations de vérification finale en accessibilité handicapées.

Mission F relative au fonctionnement des installations

F- 2021 10 4

Page 1 / 2

La présente fiche définit les modalités spéciales d'intervention de la mission, en complément des modalités générales d'intervention pour le contrôle technique construction de l'annexe CGI-CTC établie par Filiance.

1. Mission

La mission F vient en complément des missions de base L et S. Elle se réalise suivant les modalités de la norme NF P 03-100.

Le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service conformément aux objectifs prévues par les prescriptions techniques citées au paragraphe 2 Référentiel ou par les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises.

A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

L'intervention du contrôleur technique comporte la vérification des moyens mis en œuvre par les maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises en vue d'atteindre les objectifs de fonctionnement visés ci-avant.

Elle porte sur les documents de conception et d'exécution des installations, les rapports ou compte-rendu d'autocontrôle des entreprises, le résultat des procès verbaux des essais des installations.

Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité des installations à respecter les objectifs de fonctionnement visés ci-avant, le respect desdits objectifs ne pouvant être constaté que par la réalisation, par les entreprises, de mesures ou d'essais en fin de travaux.

La présence du contrôleur technique lors de la réalisation des mesures et essais susvisés n'est pas comprise dans la présente mission.

2. Référentiel

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, seront définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie art R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;

- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100, NF C 13-100, NF C 13-200, NF EN 61439-1, NF EN 61439-2 et guide UTE C 63 429.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE ou pour les appareils non CE par un autocontrôle avant mise ou remise en service de l'entreprise concernée.

3. Equipements, installations, ouvrages, ou biens concernés

La mission du contrôleur technique porte sur les installations mentionnées aux conditions particulières du contrat. A défaut de précisions, relèvent de la présente mission les installations suivantes :

- réseaux extérieurs d'alimentation en eau et d'assainissement, réseaux de transport de chaleur ou de froid.
- système de production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations des eaux usées et des eaux pluviales ;
- systèmes de chauffage ;
- systèmes de ventilation : confort, climatisation, ventilation mécanique contrôlée ;
- installations électriques intérieures au bâtiment (courants forts) .
- ascenseurs, trottoirs roulants, escaliers mécaniques.

4. Obligations du client

Il appartient au maître de l'ouvrage de communiquer ou faire communiquer au contrôleur technique tous documents utiles à l'exercice de sa mission.

En complément des conditions générales, le client s'engage à mettre à la disposition du contrôleur technique l'ensemble des documents attestant des autocontrôles effectués par les installateurs lors de la mise en service des installations.

Doivent également être communiqués au contrôleur tous les éléments (notes de calcul, caractéristiques des matériels) justifiant le bon dimensionnement des

Mission F relative au fonctionnement des installations

F- 2021 10 4

Page 2 / 2

installations, avec les plans, schémas et détails d'exécution correspondants.

5. Limites

Dans le cas d'opération de réhabilitation, extension, rénovation ou de transformation la mission « F » ne porte pas, sauf dispositions spécifiques figurant dans les conditions particulières du contrat, sur les ouvrages et équipements existants.

Dans le cas de raccordement sur des installations conservées (eau froide, eau chaude sanitaire, chauffage, froid, eaux usées, électricité.....) la mission « F » ne porte pas sur la vérification de l'aptitude de ces installations existantes à desservir la nouvelle opération sans compromettre leur propre fonctionnement.


6. Missions complémentaires

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de missions complémentaires les interventions visant :

- la protection contre le bruit et les vibrations;
- l'éclairage des locaux ;
- les systèmes de production d'énergie électrique et leurs liaisons avec les tableaux électriques ;
- les équipements de l'ouvrage dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle ;
- la qualité environnementale, l'efficacité énergétique, la contamination bactériologique, la compatibilité électromagnétique, la qualité des énergies, la surtension d'origine atmosphérique ;
- les installations électriques, dans les immeubles d'habitations, qui relèvent de la compétence du CONSUEL ;
- les installations de gaz et hydrocarbures liquéfiés y compris les stockages ;
- les évacuations des produits de combustion ;
- le récolement des PV d'essais de fonctionnement des installations et avis sur ces PV, ce qui relève de la mission PV.
- les paramètres de performances des ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants, portant notamment sur la gestion de trafic.

Banque Tarneaud

✂

 BANQUE TARNEAUD - France CREDIT DU NORD GROUP				
RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE				
TITULAIRE DU COMPTE : DEKRA INDUSTRIAL SAS				
ADRESSE	19 Rue STUART MILL 87008 LIMOGES CEDEX 1			
DOMICILIATION	: BANQUE TARNEAUD AGENCE ENTREPRISES LIMOUSIN			
BANQUE	GUICHET	COMPTE	CLE RIB	
10558	04507	10699900200	34	
IBAN FR76 1055 8045 0710 6999 0020 034				
BIC	TARNFR2L			
Routing BIC code NORDFRPP				
<table border="1"> <tr> <td> BANQUE TARNEAUD AGENCE ENTREPRISE LIMOUSIN 2 et 6 rue Turgot 87000 LIMOGES </td> </tr> </table>				BANQUE TARNEAUD AGENCE ENTREPRISE LIMOUSIN 2 et 6 rue Turgot 87000 LIMOGES
BANQUE TARNEAUD AGENCE ENTREPRISE LIMOUSIN 2 et 6 rue Turgot 87000 LIMOGES				

✂

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/025

Travaux / Réaménagement du parvis du centre nautique de L'agglo à Foix – avenant n°2

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au vu de l'axe n° 4 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 34 « Entretien et valoriser le patrimoine intercommunal » action 82 « Réaménager et requalifier le parvis du pôle de services de L'agglo à Foix » ;

Vu la décision du président n°2022/135 du 18 octobre 2022 attribuant le marché de travaux relatif au réaménagement du parvis du centre nautique de L'agglo à Foix à l'Eurl Jardins et Paysages pour un montant de 56 926,80€ HT ;

Vu la décision du président n°2023/018 du 21 février 2023, autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché portant le nouveau montant du marché à 59 703,80€ HT et prolongeant sa durée d'exécution jusqu'au 28 février 2023 ;

Considérant la proposition d'avenant n°2 modifiant les délais de réalisation du marché jusqu'au 28 avril 2023 inclus par la nécessité de la mise en conformité réglementaire avec l'arrêté du 4 septembre 2020 (entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021) relatif à l'information préalable devant être délivrée aux acquéreurs de végétaux susceptibles de porter atteinte à la santé humaine.

LE PRÉSIDENT

Article 1 : AUTORISE la signature de l'avenant n°2 au marché de travaux relatif au réaménagement du parvis du centre nautique de Foix à l'Eurl Jardins et Paysages en prolongeant sa durée d'exécution jusqu'au 28 avril 2023 inclus.

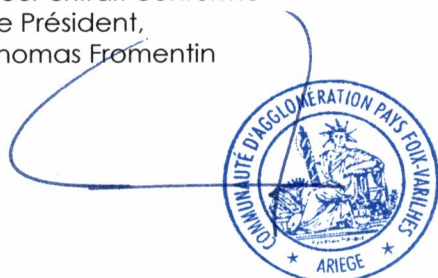
Article 2 : PRÉCISE que toutes les autres dispositions du marché initial qui ne sont pas modifiées par l'avenant n°2 restent inchangées.

Article 3 : DIT que le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 20 mars 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Marché de travaux. Aménagement Parvis du centre

AVENANT N° 02 AU LOT N° 1 – ESPACES VERTS

Titulaire du marché : JARDINS ET PAYSAGE

marché 2022 – 020

Durée du marché : 3 novembre 2022 jusqu'au 3 février 2023

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT : PROLONGATION DU MARCHÉ

Le présent article 1 de l'avenant n° 02 a pour objet la modification des délais de réalisation du marché par : la prise en compte :

- de la mise en conformité réglementaire avec l'arrêté du 4 septembre 2020 (entrée en vigueur le 1^{er} Juillet 2021) relatif à l'information préalable devant être délivrée aux acquéreurs de végétaux susceptibles de porter atteinte à la santé humaine.

Nouvelle date de fin de chantier : 28 Avril 2023 inclus.

ARTICLE 2 AUTRES CLAUSES :

Toutes les autres dispositions du marché initial qui ne sont pas modifiées par l'avenant n° 02 restent inchangées, pour autant qu'elles ne sont pas contraires au présent avenant. Par la signature du présent avenant n° 02, l'entreprise renonce à toutes réclamations ultérieures concernant l'objet de cet avenant.

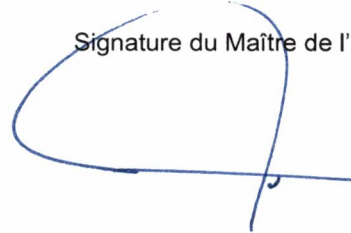
Fait à Foix, le 28 Février 2023,

POUR LA SARL JARDINS ET PAYSAGE
LE GERANT PHILIPPE SEGUELAS

Signature de l'entreprise précédée
de la mention manuscrite "lu et approuvé"

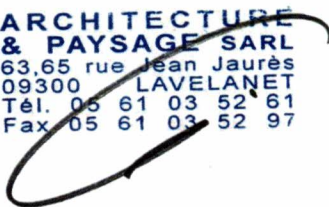
MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLO FOIX-VARILHES
THOMAS FROMENTIN

Signature du Maître de l'Ouvrage .



SARL ARCHITECTURE ET PAYSAGE
Signature du maître d'œuvre.
LE GERANT, BARTHELEMY DUMONS

**ARCHITECTURE
& PAYSAGE SARL**
63,65 rue Jean Jaurès
09300 LAVELANET
Tél. 05 61 03 52 61
Fax 05 61 03 52 97



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/026

Enfance / Convention de mise à disposition des services cuisine centrale et entretien de locaux avec la Commune de Foix, dans le cadre des accueils de loisirs périscolaires du mercredi après-midi et des accueils extrascolaires – avenant n°1

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/001 du 8 janvier 2020 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant « L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après-midi » ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/097 en date du 7 juillet 2021 attribuant le lot n°3 du marché public « Prestations de services concernant les actions éducatives : accueil de loisirs périscolaire du mercredi après-midi, accueil de loisirs extrascolaire pendant les vacances scolaires » à l'association Les Francas du Pays de Foix - marché portant sur la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2023, renouvelable de manière expresse une fois pour une période d'un an soit jusqu'au 31 août 2024 ;

Vu la décision du président n°2020/133 décidant de signer la convention de mise à disposition des services cuisine et entretien signée avec la Commune de Foix pour l'accueil de loisirs périscolaire du mercredi après-midi et accueils extrascolaires, services réalisés dans les locaux de l'école Nelson Mandela ;

Considérant qu'il convient de modifier les modalités d'entretien des locaux utilisés par l'accueil collectif de loisirs intercommunal afin de préciser et ajuster le contenu du service d'entretien dont les besoins sont aujourd'hui mieux évalués ;

Considérant l'avis favorable du comité social territorial de L'agglomération Foix-Varilhes en date du 13 février 2023 de modifier le temps de mise à disposition du service entretien par la Commune de Foix ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : DÉCIDE de signer l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition des services cuisine et entretien des locaux avec la Commune de Foix, pour les accueils périscolaires du mercredi après-midi et les accueils extrascolaires réalisés par les Francas du Pays de Foix au sein des locaux de l'école Nelson Mandela.

Article 2 : PRÉCISE que la durée dévolue à l'entretien est désormais :

- Pour l'entretien des locaux utilisés pendant les vacances scolaires d'été : tous les jours de fonctionnement de l'ALSH en juillet et en août à hauteur de 2 h par jour.
- Pour l'entretien des locaux utilisés pendant les petites vacances scolaires : 2 h par jour de fonctionnement de l'ALSH.

Article 3 : PRÉCISE que cet avenant est valable jusqu'à la fin de validité de la convention initiale soit jusqu'au 31 août 2023.

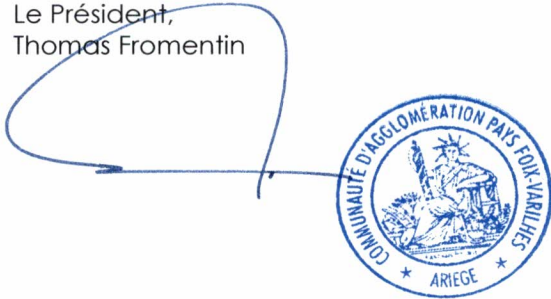
Article 4 : PRÉCISE que tous les autres articles restent inchangés

Article 5 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 20 mars 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Toulouse.



AVENANT
A LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICES
Commune vers EPCI, article L. 5211-4-1 II et IV du CGCT)

Entre les soussignés :

La Commune de Foix, représentée par son Maire dûment habilité par délibération du 6 octobre 2020, M. Norbert MELER, ci-après dénommé "la commune."

d'une part,

Et : La Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes représentée par son Président dûment habilité par la délibération n°2020/040 du conseil communautaire du 22 juillet 2020 relative aux délégations du conseil communautaire au Président, M. Thomas FROMENTIN, ci-après dénommé « la Communauté d'agglomération ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

La convention de référence a pour objet, conformément aux articles L 5211-4-1 II et D 5211-16 du CGCT, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de préciser les conditions et modalités de mutualisation de certains services entre la commune de Foix et la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes dont elle est membre.

L'utilisation du service de cuisine centrale et du service d'entretien des locaux de la commune de Foix est en effet nécessaire à l'exercice de compétences extrascolaires (Accueil de Loisirs sans hébergement) transférées à ladite Communauté d'agglomération.

Le service de cuisine centrale et d'entretien des locaux n'ont pas été transférés et restent à la charge à la commune.

Par cet avenant, il convient de modifier les modalités d'entretien des locaux utilisés par l'Accueil Collectif de Loisirs Intercommunal (article 3 – Alinéa 2) afin de préciser et ajuster le contenu du service d'entretien dont les besoins sont aujourd'hui mieux évalués.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTE CE QU'IL SUIT :

ARTICLE 3 : CONTENU ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES MIS A DISPOSITION

Les services ou parties de services concernés sont les suivants :

- 1) **Préparation et service sur place de repas pour l'Accueil de Loisirs intercommunal situé à l'école Nelson Mandela**

Périodes de fonctionnement :

Environ 35 mercredis par an en période scolaire
Environ 75 jours en période de vacances scolaires
Soit environ 110 jours de fonctionnement ALSH par an.

Contenu du service :

Service d'économat

- Etablissement des menus
- Achat des denrées alimentaires par la commune

Service Cuisine

- Confection de 20 à 120 repas/jour par les cuisiniers communaux
- Service sur place au réfectoire de l'école Nelson Mandela
- Remise en état réfectoire nettoyage et désinfection de la cuisine centrale selon les normes HACCP.

2) Entretien des locaux utilisés par l'Accueil de Loisirs intercommunal

Périodes de fonctionnement :

- Vacances scolaires d'été : tous les jours de fonctionnement de l'ALSH.
- Petites vacances scolaires : tous les jours de fonctionnement de l'ALSH.

Contenu du service :

- Entretien des locaux utilisés pendant les vacances scolaires d'été : **tous les jours de fonctionnement de l'ALSH en juillet et en août : 2 personnes, 2h par jour ; soit 4h de ménage par jour de fonctionnement.**
- Entretien des locaux utilisés pendant les petites vacances scolaires : **1 personne, 2h par jour de fonctionnement de l'ALSH pendant les petites vacances scolaires.**

Pour rappel, l'utilisation des locaux de l'école Nelson Mandela pour l'Accueil de loisirs intercommunal fait l'objet d'une convention de mise à disposition de locaux scolaires entre la commune de Foix et la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes.

Il est précisé que la durée de cet avenant se cale sur la durée de la convention initiale dont son terme, après tacites reconductions, est fixé au 31 août 2023.

Tous les autres articles restent inchangés.

Fait à Foix le 24 janvier 2023, en 2 exemplaires.

Pour la Communauté d'agglomération
Pays Foix-Varilhes,
Le Président,

Thomas FROMENTIN



Pour la Commune de Foix,
Le Maire,

Norbert MELER



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N° 2023/027

Administration générale / Acquisition de la parcelle AX 446 à la Commune de Foix

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Foix en date du 21 février 2023 approuvant la cession de la parcelle AX 446 d'une superficie de 8 312 m² à L'agglo Foix-Varilhes pour la somme d'un euro symbolique ;

Considérant que lors de la création de L'agglo Foix-Varilhes, la parcelle AX 446 n'a pas été transférée par la Commune de Foix ;

Considérant que ladite parcelle accueille le siège social de L'agglo, le centre aquatique et le multi accueil de L'agglo ;

Considérant qu'il convient de régulariser la situation foncière et administrative de la parcelle AX 446 ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** l'acquisition de la parcelle AX 446 d'une superficie de 8 312 m² sise à Foix pour un montant d'un euro (1€) à la Commune de Foix en vue de régulariser la situation foncière et administrative du siège social, du centre aquatique et du multi accueil de L'agglo.

Article 2 : **AUTORISE** le président à signer les actes et documents à intervenir ainsi qu'en amont un compromis de vente ou une promesse de vente et toutes pièces utiles et nécessaires.

Article 3 : **PRÉCISE** que cette opération foncière sera traitée par l'étude de Maître Soula, notaire à Foix.

Article 4 : **PRÉCISE** que l'ensemble des frais et taxes, issus de la constitution de l'acte notarié, seront à la charge de L'agglo Foix-Varilhes.


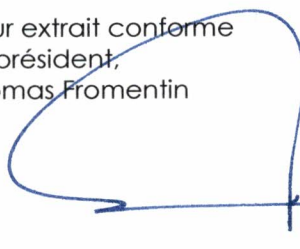
Article 5 : **DIT** que les crédits correspondants sont prévus au budget principal pour 2023.

Article 6 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix, le 20 mars 2023

Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin



Le présent acte est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/028

Solidarité / Approbation du coût et du plan de financement prévisionnels du projet de construction de la résidence autonomie de L'agglomération Foix-Varilhes à Foix

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 2 « solidarités humaines », l'objectif 12 « améliorer et développer l'offre d'hébergement des personnes âgées » - action 31 « construire une résidence autonomie à Foix » ;

Vu l'arrêté du Conseil départemental de l'Ariège du 28 décembre 2021 portant modification d'autorisation de la résidence autonomie Bleu Printemps à Varilhes qui autorise la création de 34 places supplémentaires sur le site de Foix ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 14 avril 2021 validant le préprogramme, le coût global de l'opération, le lancement de la procédure d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre en concours restreint, la composition du jury et la prime fixée à 17 000 € HT pour chaque candidat admis à concourir pour l'esquisse ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2021 approuvant le classement du jury et retenant l'équipe Oeco Architectes pour la maîtrise d'œuvre du projet ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 juin 2022 approuvant l'acquisition auprès de l'Établissement public foncier Occitanie (EPF) des parcelles cadastrées C 696, C 697, C 698, C 724, C 8192 et C 8191 sises sur la commune de Foix d'une contenance totale de 635 m² au prix total de 363 977,80 € ;

Considérant l'acquisition du foncier d'un montant de 363 977,80 € TTC ainsi que études en phase projet du maître d'œuvre :

- montant prévisionnel des travaux estimé à 4 605 415,04 € HT,
- montant prévisionnel des frais de maîtrise d'œuvre estimé à 463 354 € HT.

Le coût prévisionnel du projet s'élève à 5 432 746,84 € HT.

Considérant l'appel à projets national 2022 porté par la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) ;

Considérant l'appel à projets IDRA, initiative pour le développement des résidences autonomie en Ariège ;

À ce titre, il est proposé de solliciter les partenaires financiers selon le plan de financement prévisionnel suivant :

TOTAL projet		5 43	
État	DETR/DSIL/Fonds vert 2023	1 000 000,00 €	18,4 %
Cnav – Carsat	Aide à l'investissement	400 000,00 €	7,4 %
Région		400 000,00 €	7,4 %
Département	Autonomie	387 572,00 €	7,1 %
IDRA	Autonomie	170 000,00 €	3,1 %
TOTAL subventions		2 357 572,00 €	43,4 %
Autofinancement		3 075 174,84 €	56,6 %
<i>Dont emprunt Carsat</i>	<i>Prêt à taux zéro</i>	800 000 €	
<i>Dont emprunt Caisse des dépôts</i>	<i>PLS</i>	2 258 376 €	

LE PRÉSIDENT,

Article 1 : **APPROUVE** le coût et le plan de financement prévisionnels du projet de construction de la résidence autonomie à Foix.

Article 2 : **AUTORISE** le président à solliciter l'aide des partenaires financiers telle que déclinée dans le plan de financement prévisionnel, à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à la concrétisation de la présente décision.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

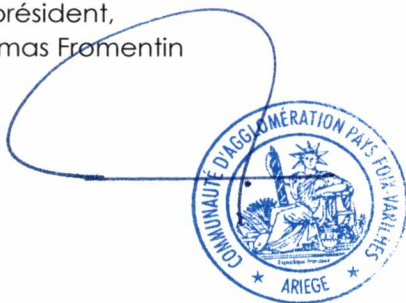
Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 23 mars 2023.

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.